Familles parlementaires, familles dévotes, Rennes au XVIII^e siècle

Olivier Chaline

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/595>

DOI : 10.4000/abpo.595

ISBN : 978-2-7535-1505-5

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 30 mars 2007

Pagination : 89-130

ISBN : 978-2-7535-0452-3

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Olivier Chaline, « Familles parlementaires, familles dévotes, Rennes au XVIII^e siècle », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 114-1 | 2007, mis en ligne le 30 mars 2009, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/595> ; DOI : 10.4000/abpo.595

Familles parlementaires, familles dévotes, Rennes au XVIII^e siècle

Olivier CHALINE

Professeur d'histoire moderne,
université Paris IV-Sorbonne

La dévotion consiste à faire davantage que ce qui est prescrit à tout fidèle. Il ne s'agit pas seulement de régularité de la pratique et d'exactitude dans l'observation des commandements de Dieu et de l'Église. Il y a une forme de zèle, un dynamisme exigeant qui porte parfois à consacrer sa vie à Dieu, conduit à des fondations, à des initiatives charitables, peut déboucher éventuellement sur des choix politiques, sociaux, parfois économiques. Toutefois, il est indispensable de dépasser l'approche historiographique traditionnelle trop axée sur la politique, taxant de « dévots » les adversaires de Richelieu au XVII^e siècle ou plus tard des Philosophes. Même si on trouvera parfois dévots et dévotes dans des confréries, dans des congrégations de Messieurs ou dans des tiers ordres, ils ne forment pas un groupe constitué et ne se limitent assurément pas à un « parti ». Ils vivent dans une nébuleuse plus que dans un réseau de militants, ils sont plus variés qu'on ne pense et s'opposent parfois, soutenant des ordres religieux concurrents et faisant des choix théologiques et politiques contradictoires. Ils ont surtout en commun un engagement religieux d'une intensité plus marquée que chez la moyenne de leur contemporains. Ils forment à ce titre une élite du catholicisme qui peut recouper en partie celles de la société, sans cependant s'y limiter. Il est trop tôt pour avoir une vue d'ensemble de ce qui a fait, au XVIII^e siècle, les forces vives du catholicisme dans la société française. Mais quelques études régionales ou locales permettent d'ores et déjà de mieux les connaître¹.

1. Sans prétendre à l'exhaustivité DINET, D., *Vocation et fidélité. Le recrutement des réguliers dans les diocèses d'Auxerre, Langres et Dijon (XVII^e-XVIII^e siècle)*, Paris, 1988, notamment les p. 182-193 intitulées significativement « Recrutement monastique et milieu dévot ». Sur la Champagne voisine, on se reportera désormais à S. SIMIZ, *Confréries urbaines et dévotion en Champagne (1450-1830)*, Villeneuve-d'Ascq, 2001, notamment aux p. 150-157. « Les aspirations et les réseaux dévots » sur le premier tiers du XVII^e siècle et aux p. 207-240 « Un outil de formation du chrétien intérieur ». Bordeaux a été particulièrement bien étudié par B. PEYROUS, *La Réforme catholique à Bordeaux (1600-1719). Le renouveau d'un diocèse*, Bordeaux, 1995, 2 vol., p. 954-967, ainsi que par Ph. LOUPÈS, *L'Apogée du*

À cet égard, Rennes offre un terrain d'observation fort intéressant avec des sources nombreuses et variées pour le XVIII^e siècle. Dans cette capitale provinciale judiciaire et administrative, la société urbaine est dominée par deux puissances : le Parlement et l'Église. Installée dans son majestueux Palais, la Cour tient tête à l'intendant. Ses magistrats sont les maîtres incontestés d'une ville dans laquelle ils ne sont jamais complètement présents, tant ils restent attachés à leurs terres². L'Église est bien visible avec un évêque, un chapitre cathédral, deux monastères bénédictins (l'un masculin, Saint-Melaine hors les murs, et l'autre féminin, Saint-Georges), des couvents anciens ou nouveaux³. Pourtant, la ville reste suffisamment réduite pour que la recherche et l'identification des dévots y soient possibles. Je mettrai l'accent sur les familles parlementaires, sans qu'il faille négliger leur exemplarité pour le reste de la société locale, notamment pour le milieu des avocats et des procureurs très présents, eux aussi, dans les ferveurs rennaises. Les magistrats du Parlement, à la différence des autres Cours, sont ici d'une noblesse ancienne et démographiquement dynamique. Gardiens établis aux bornes des deux royaumes, ils servent le roi en rendant la justice en son nom dans le prétoire que surplombe l'image du Christ en croix. Mais comment repérer, parmi eux, ceux qui méritent à proprement parler d'être rangés parmi les dévots ? La richesse des sources permet de croiser plusieurs approches complémentaires : tout d'abord en retrouvant quelles furent, au Palais, les familles fécondes en vocations religieuses, ensuite en dressant la liste des dirigés et partisans des jésuites, de la Congrégation des Messieurs aux assemblées « secrètes » de 1767, enfin en examinant qui eut l'initiative de fondations charitables, ou du moins s'y associa. L'objet de mon propos sera moins de définir les formes de la dévo-

catholicisme bordelais 1600-1789, Bordeaux, 2001, p. 156-163, qui a, pour nous l'avantage de permettre la comparaison avec Rennes au XVIII^e siècle. Particulièrement précieuse est l'étude de Cl. COULOMB, « La vie religieuse des parlementaires à Grenoble au temps des Lumières », dans CHALINE, O., SASSIER, Y. (dir.), *Le Parlement et la cité*, 2004, p. 301-321.

2. Voir AUBERT, G., « La noblesse et la ville. Réflexions à partir du cas rennais », *Histoire urbaine*, n° 4, 2001, p. 127-149. On trouvera une approche culturelle globale dans QUÉNIART, J., *Culture et société urbaine dans la France de l'Ouest au XVIII^e siècle*, Paris, 1978. Il met en évidence l'existence de magistrats très au fait des questions religieuses à la fin du XVII^e et au début du XVIII^e siècle, la palme revenant au conseiller Philippe Fouquet, dont la bibliothèque était d'une richesse « stupéfiante » dans le domaine religieux, « jusqu'à battre les théologiens sur leur propre terrain » (p. 233). Voir aussi les contributions de PROVOST, G. et AUBERT, G. dans CROIX, A., DENIS, M., AUBERT, G. (dir.), *Rennes, images et histoire*, Rennes, 2006.

3. Voir la synthèse de POCQUET DU HAUT-JUSSÉ, B., « La vie religieuse de Rennes aux XVI^e-XVII^e siècles », *Mémoires de la Société d'Histoire et d'Archéologie de Bretagne*, 1971, p. 65-146, les remarques de M. LAGRÉE sur « la crue monastique » dans son chapitre « Émergence d'une terre fidèle », dans DELUMEAU, J. (dir.), *Histoire du diocèse de Rennes*, Paris, 1979, p. 124, ainsi que celles d'A. CROIX, *L'Âge d'or de la Bretagne 1532-1675*, Rennes, 1993, p. 482-485. Une comparaison bretonne est désormais possible avec Vitré, grâce à la thèse de B. RESTIF, *La Révolution des paroisses. Culture paroissiale et réforme catholique en Haute-Bretagne aux XVI^e et XVII^e siècles*, Rennes, 2006, p. 159-167 : « L'action des élites dévotes en ville. L'exemple de la filiale vitréenne de la Compagnie du Saint-Sacrement ». Sur les bâtiments rennais, *De bois, de pierre, d'eau et de feu. Quatre siècles d'urbanisme et d'architecture à Rennes (XVII^e-XX^e siècle)*, Rennes, Archives départementales d'Ille-et-Vilaine, 1995, p. 17-19.

tion rennaise et les divers chemins, anciens ou nouveaux, de la perfection spirituelle proposés aux laïcs, que de mettre en évidence la place des familles parlementaires dans le Rennes dévot du XVIII^e siècle.

Les familles fécondes en vocations religieuses

Une première façon de repérer les familles dévotes consiste à identifier celles qui furent fécondes en vocations religieuses, tant masculines que féminines. Il va de soi qu'un tel test ne peut à lui seul être probant. La dévotion n'implique pas nécessairement la vocation religieuse, sinon elle eût signifié pour les hommes l'extinction rapide des lignées concernées.

Fils de magistrats dans le clergé séculier

Deux études nous permettent de repérer les familles parlementaires fécondes en vocations sacerdotales, la thèse du P. Charles Berthelot du Chesnay et celle d'Olivier Charles⁴. Grâce au P. Berthelot du Chesnay, nous savons qu'il y eut dix-neuf à vingt prêtres fils de parlementaires rennais ordonnés au cours du siècle dans les diocèses de Haute-Bretagne⁵. La liste pourrait même être allongée si on y ajoutait des frères de parlementaires dont le père ne siégeait pas au Parlement, tel l'abbé Toussaint-François-Joseph Conen de Saint-Luc, futur évêque de Quimper⁶. On pourrait encore l'accroître en y incluant des cousins, plus ou moins proches, de parlementaires, tel l'abbé de Kergu, fondateur à Rennes de l'Hôtel des Gentilshommes.

Il y a tout d'abord un fils de premier président, René de Brilhac dont le père dirigea la compagnie au début du XVIII^e siècle. Ensuite, il faut remarquer la place du mortier dans ce recrutement sacerdotal : il y eut trois Marbeuf prêtres, dont le dernier « ministre de la feuille » de l'Ancien Régime, deux Langle et un Boisgelin, futur cardinal⁷. Il y eut également deux fils de président aux Requêtes : Jean-Olivier Berthou de Kerverzio⁸ et Jacques de Farcy de la Daguerie⁹. Le P. Berthelot du Chesnay indique enfin pour les fils de conseillers :

4. BERTHELOT DU CHESNAY, Ch., *Les Prêtres séculiers en Haute-Bretagne au XVIII^e siècle*, Rennes, 1984; CHARLES, O., *Chanoines de Bretagne. Carrières et cultures d'une élite cléricale au Siècle des Lumières*, Rennes, 2004. Voir en particulier le précieux catalogue des chanoines qui est donné en appendice à cette étude.

5. BERTHELOT DU CHESNAY, Ch., *op. cit.*, p. 109-110.

6. CHARLES, O., *op. cit.*, n° 135, p. 367-368.

7. Parmi les Marbeuf, René-Auguste (1704-1754), fils de Charles, conseiller au parlement, abbé commendataire de Langonnet, prêtre en 1730, chanoine de Rennes de 1729 à 1732, aumônier de la reine et Yves-Alexandre (1734-1799), évêque d'Autun de 1767 à 1788, ministre de la Feuille des Bénéfices, archevêque de Lyon en 1788.

8. Sur Jean-Olivier Berthou de Kerverzio, voir CHARLES, O., *op. cit.*, n° 37, p. 354 : chanoine de Quimper puis de Nantes, vicaire général dans ces deux diocèses, mort en 1777.

9. Généalogie Farcy, p. 68. Je tiens à remercier tout particulièrement M. Jacques de Farcy qui m'a obligeamment fait bénéficier de l'étude généalogique sur les différentes branches de sa famille.

- Claude-Luc du Bouëxic de Guichen, prêtre en 1706¹⁰
 - Pélage de Coniac, vers 1715
 - Bernard-François Fouquet, 1731
 - Claude-Jean Dupont d’Oville, 1738
 - Joseph-François-Marie de Boysleve, 1747
 - Guy-François Picquet de la Motte, vers 1747¹¹
 - Julien-Claude Gibon du Pargo, 1756¹²
 - Innocent-Louis de Lantivy, 1758¹³
 - Charles-Anne-Félix de la Goublaye, 1768
 - Bonaventure du Plessis de Grénédan, 1773¹⁴
- et pour ceux de greffiers en chef :
- Jean-Pierre de Miniac,
 - François-Marie Sauveur, 1789.

On remarquera que la période la plus féconde fut le deuxième tiers du siècle. Nous disposons donc d’une première liste de noms de familles pour lesquelles une vocation sacerdotale est un indice de dévotion. Il faut signaler le cas du président aux Enquêtes Joseph de Boylesve de Chamballan, veuf le 27 avril 1747 et ordonné prêtre le 26 décembre suivant¹⁵. Certains de ces prêtres sont devenus évêques. Il y eut des cheminements qui conduisirent à la mitre des fils de présidents à mortier, voire au chapeau dans le cas exceptionnel de M^{gr} de Boisgelin, après le concordat de 1802.

La liste fournie par le P. Berthelot du Chesnay peut être complétée par celle des chanoines dressée cette fois pour l’ensemble de la Bretagne par Olivier Charles. En retenant ceux qui sont morts après 1720 et dont il n’a pas déjà été question plus haut, on voit apparaître les noms suivants :

- Charles-René Bonin de la Villebouquais (1729-1820), chanoine de Vannes de 1771 à la Révolution¹⁶
- Jean-Hyacinthe Colin de la Biochaye (1725-1796), chanoine de Vannes de 1748 à 1756¹⁷
- Maurille-Pierre-Jean Hay de Bonteville (1703-1784), chanoine de Rennes de 1729 à 1783¹⁸

10. CHARLES, O., *op. cit.*, n° 176, p. 373-374 : chanoine de la cathédrale de Rennes, mort en 1749.

11. CHARLES, O., *op. cit.*, n° 621, p. 432 : chanoine de la cathédrale de Vannes, mort en 1757.

12. CHARLES, O., *op. cit.*, n° 266, p. 386 : né en 1728, chanoine de la cathédrale de Vannes puis de celle de Rennes, mort en 1799. Sa sœur Jeanne-Marie fut la première épouse du conseiller Joseph-Avoye de La Bourdonnaye que l’on retrouvera dans la deuxième partie de cette étude.

13. CHARLES, O., *op. cit.*, n° 415, p. 406 : chanoine, théologal de Vannes de 1765 à 1775.

14. CHARLES, O., *op. cit.*, n° 199, p. 377 : chanoine de la cathédrale de Rennes de 1767 à sa mort en 1784.

15. BERTHELOT DU CHESNAY, Ch., *op. cit.*, p. 105.

16. Il est le fils du conseiller René-Jean et le frère du conseiller Bertrand-Jean-Marie époux de Marie-Anne du Plessis de Grénédan, CHARLES, O., *op. cit.*, n° 48, p. 355.

17. Son père est le président aux Requêtes François Colin de La Biochaye, CHARLES, O., *op. cit.*, n° 132, p. 367.

18. Son frère aîné, Joachim-Daniel-René est conseiller au parlement de 1723 à 1746 (Saulnier n° 664). « Du côté maternel, il a un oncle conseiller ; du côté paternel, un oncle et un cousin de son père le sont », CHARLES, O., *op. cit.*, p. 74.

– Pierre-François Huart de Bœuvres, chanoine de Rennes de 1689 à 1723, trésorier du chapitre de 1690 à 1723

– à Tréguier, quatre Huchet de La Bédoyère, Humbert de 1700 à 1707 puis François de 1707 à 1712, Charles-François de 1712 à 1715 et enfin Charles-Marie de 1715 à 1745¹⁹. Ils appartiennent à la lignée des procureurs généraux

– leurs cousins Jérôme-Joseph Huchet de La Villechauve (à Dol de 1736 à 1749 puis à Vannes entre 1749 et 1770) et Hyacinthe-Marie (à Vannes de 1718 à 1749)²⁰

– Anne-Michel de Langle, chanoine de Vannes²¹

– Joseph-Jean-Baptiste de Langle

– Louis-Joseph Le Prestre de Lézonnet, chanoine de Quimper en 1724 et mort la même année

– Thomas L'Olivier de Tronjoly, né en 1729, prêtre en 1767, chanoine de Dol, puis de Saint-Brieuc, conseiller au Parlement de 1768 à 1774²²

– Jacques-André de Robien (1661-1721), chanoine de Vannes, vicaire général

– Jean-Marie de Poulpiquet (1759-1840), chanoine de Saint-Pol de Léon à partir de 1787²³.

La liste d'Olivier Charles permet donc de repérer des fils ou des frères de parlementaires ordonnés dans les diocèses bas-bretons. Elle met en évidence également de véritables nébuleuses familiales autour de certaines prébendes : c'est le cas avec les Huard et les Hay de Bonteville, avec la parenté Gardin-Langle, Robien de Kerambourg ou plus encore avec les quatre familles Porée, Magon, du Plessis de Grénédan et Bonin de La Villebouquais²⁴. On se trouve en présence de formes de transmission familiale qui ne sont pas sans évoquer celles en vigueur pour les offices à cette réserve près que l'hérédité n'a pas lieu d'être ici et que les prébendes ne sont pas toutes dans une seule et même cour. Si certaines familles sont durablement présentes dans un même chapitre cathédral – ainsi les Huchet de La Bédoyère à Tréguier –, d'autres se déploient en fonction des vacances et des parentés sur plusieurs chapitres. Dans un cas comme dans l'autre, le monde des chanoines recoupe en partie celui de la noblesse parlementaire²⁵.

19. CHARLES, O., *op. cit.*, Humbert n° 324, p. 394, François, n° 323, p. 394, Charles-François, n° 321, p. 394, Charles-Marie, n° 323, p. 394.

20. CHARLES, O., *op. cit.*, Jérôme-Joseph, n° 326, p. 395, Hyacinthe-Marie, n° 327, p. 395.

21. « Anne-Michel de Langle, chanoine de Vannes puis trésorier de 1729 à 1743 est le frère cadet du conseiller puis président à mortier Claude-Marie de Langle. Il est par ailleurs petit-fils et arrière-petit-fils de conseiller. Son cousin Joseph-Jean-Baptiste de Langle est lui-même frère cadet, beau-frère, fils, petit-fils et arrière-petit-fils de conseiller », CHARLES, O., *op. cit.*, p. 74.

22. SAULNIER, *op. cit.*, n° 947, p. 680-681.

23. Son père, Louis Marie de Poulpiquet de Brescanvel devint conseiller au parlement sur le tard, de 1771 à 1790, voir SAULNIER n° 1013.

24. CHARLES, O., *op. cit.*, p. 79-80 et les annexes généalogiques p. 312 sur les Huard et Hay de Bonteville, 316-318 sur les Gardin, Langle et Robien, 313-315 sur les Porée, Magon, du Plessis de Grénédan et Bonin de La Villebouquais.

25. CHARLES, O., *op. cit.*, p. 68-81 sur les origines sociales. Les chapitres les plus nobles

Celle-ci a aussi donné quelques évêques, dont le P. Berthelot du Chesnay a également donné la liste pour le XVIII^e siècle²⁶ :

- Jean-Louis de La Bourdonnaye, Léon, 1701²⁷
- Pierre Rogier de Crévy, Le Mans, 1712²⁸
- Daniel-Marie de Langle, Saint-Papoul, 1738²⁹
- M^{gr} Foucquet, archevêque d'Embrun en 1740, qui n'apparaît pas dans la liste donnée par M. Péronnet
- Jean de Dieu Boisgelin de Cucé, Lavaur, 1764, archevêque d'Aix, 1780, cardinal-archevêque de Tours sous Napoléon I^{er}
- Yves-Alexandre de Marbeuf, Autun, 1767, ministre de la feuille, archevêque de Lyon, 1788,
- Toussaint Conen de Saint-Luc, Quimper, 1773
- Anne Hypolite Hay de Bonteville, Saint-Flour, 1776, Grenoble, 1779.

Il faudrait encore y ajouter Augustin-François-Hannibal Farcy de Cuillé (1706-1772), évêque de Quimper de 1738 à 1772 et fort hostile aux jansénistes³⁰ et un rejeton né à Rennes d'une branche cadette non parlementaire d'un lignage de présidents Jérôme Marie Champion de Cicé, évêque de Rodez puis archevêque de Bordeaux³¹.

Seuls Rogier de Crévy, Conen de Saint-Luc et Hay de Bonteville sont issus de familles qui n'étaient pas du mortier, encore que les Hay étaient présents depuis longtemps au Parlement. Dans le cas de M^{gr} Conen de Saint-Luc, il s'agissait de récompenser, en pleine époque du Parlement Maupeou, une famille fidèle au pouvoir royal en élevant à l'épiscopat un ecclésiastique d'une indiscutable piété. Très peu de ces évêques, à l'exception encore une fois de M. de Quimper qui ne présentait aucun risque politique, furent nommés en Bretagne. Le fait mérite d'autant plus d'être signalé que cette province, de plus en plus autonome au cours du siècle,

dans leur recrutement étaient ceux de Nantes, Tréguier, Rennes (82 %) et Vannes (85 %). Il faut encore signaler que plusieurs de ces chanoines furent à un moment ou un autre vicaires généraux. Certains eurent des responsabilités administratives, voire politiques : Hay de Bonteville dirigea les hôpitaux de Rennes et Colin de La Biochaye fut commissaire aux états en 1787 et 1788.

26. BERTHELOT DU CHESNAY, Ch., *op. cit.*, p. 119-120. Voir aussi les notices données par M. Péronnet, *Les évêques de l'ancienne France*, Lille III, 1977, t. II, p. 1282-1306.

27. CHARLES, O., *op. cit.*, n° 368, p. 400. Né en 1667, il fut chanoine de Vannes de 1687 à 1701, évêque de Léon de 1701 à sa mort en 1745, BERGIN, J., *Crown, Church and Episcopate under Louis XIV*, Yale, 2004, p. 429.

28. CHARLES, O., *op. cit.*, n° 664, p. 438. Chanoine et grand archidiacre du chapitre cathédral de Rennes de 1692 à 1704, évêque du Mans de 1712 à sa mort en 1723. J. Bergin, *op. cit.*, p. 471.

29. Voir BERTRAND, G., *Richesse et dévotion dans la Bretagne des Lumières. La famille Langle de Beaumanoir*, mém. Multigr. Rennes II, 2003, p. 116.

30. CHARLES, O., *op. cit.*, n° 222, p. 381. Il avait été auparavant chanoine de la cathédrale de Tréguier, ce qui explique qu'il n'apparaisse pas dans la liste du P. BERTHELOT DU CHESNAY dressée pour la Haute-Bretagne. Voir la généalogie Farcy, p. 167-174.

31. Voir CADILHON, F., « Les amis des amis : les cercles du pouvoir et de la réussite en France au XVIII^e siècle, *Revue historique*, 1993, t. 289/1, p. 115-129 » et *L'honneur perdu de M^{gr} Champion de Cicé*, Bordeaux, 1996.

était la seule à avoir conservé sous Louis XIV un recrutement épiscopal largement local³². Être évêque en Bretagne donnait le droit de siéger aux États et donc la possibilité d'y jouer un rôle important. Sans doute est-ce pour cette raison que le pouvoir royal n'a pas multiplié dans la province les évêques issus de familles passées par le Palais : tout au plus remarquait-on un La Bourdonnaye de 1702 à 1745 évêque de Léon, et sur le siège de Quimper un Farcy de Cuillé de 1738 à 1772, suivi de M^{gr} Conen de Saint-Luc, de 1773 à 1790.

Introduire la liste des évêques issus du milieu parlementaire breton ne doit pourtant pas amener à confondre deux éléments qui peuvent être distincts : l'appartenance au premier ordre, ici à l'épiscopat, et la dévotion. On serait bien en peine d'en trouver les traces pour certains des évêques que je viens d'évoquer. M^{gr} Champion de Cicé incarne le type du prélat éclairé plus administrateur que pasteur. La bonne police des diocèses et l'aspiration à un rôle politique comptent davantage à ses yeux que les voies du salut éternel. Néanmoins, ce qui nous intéresse ici est le milieu d'origine breton de ces futurs évêques qui reste, quant à lui, d'un catholicisme vigoureux, très différent de l'esprit qui régnait à la Maison de Sorbonne des années 1750 chez un Turgot, un Loménie de Brienne ou un Champion de Cicé. Parmi les dix enfants de Renaud-Gabriel de Boisgelin de Cucé et de sa première épouse Jeanne-Françoise du Roscouet, on remarque à côté du futur archevêque et cardinal deux religieuses : Anne-Henriette, novice visitandine en 1743, et Marie-Claire-Eugénie, professe visitandine en 1744, supérieure trois décennies plus tard. Il n'est pas non plus indifférent de constater que M^{gr} de Bonteville est un cousin de la mère Marie de Chantal Hay des Nétumières ou que la propre sœur de M^{gr} Champion de Cicé est cette Adélaïde qui rêve de fonder un ordre et dont son confesseur rennais, l'abbé Boursoul, combat la vocation³³. Le même évêque a aussi un frère prêtre.

Pour des fils ou des frères de magistrats attirés par la vie religieuse, le clergé séculier n'était pourtant la seule voie possible. Faute d'études comparables à celle du P. Berthelot du Chesnay, je ne peux que poser la question pour les réguliers, de fondation ancienne ou récente, comme pour les jésuites³⁴. Seule une patiente reconstitution des familles permettrait de régler la double question de la fécondité exacte des couples parlementaires

32. BERGIN, J., *op. cit.*, p. 211-213.

33. Sur la mère Marie de Chantal Hay des Nétumières, voir l'abbé Carron, *Les trois héroïnes chrétiennes ou vies édifiantes de trois jeunes demoiselles*, réédition, Lyon, 1858, p. 220-323 et la réédition de Dom Lobineau par l'abbé Tresvaux, *op. cit.*, p. 483-486. Précocement orpheline de père (épicurien) et de mère, elle instruisait aussi les jeunes filles des environs du château familial de La Rivaudière. Sur Adélaïde Champion de Cicé, on se reportera à A. RAYEZ, *Formes modernes de la vie consacrée, Adélaïde de Champion de Cicé et Pierre de Closrivièrre*, Paris, 1966.

34. Au moment de leur expulsion, les jésuites français recrutaient environ un tiers de leurs membres en Bretagne. Toutefois, les listes des ci-devant jésuites résidant dans le ressort du Parlement établies en 1767, dans des circonstances dont on reparlera plus loin, ne mentionnent aucun fils de magistrat.

et du nombre d'enfants en religion. Car l'indispensable recueil biographique dû à F. Saulnier, il y a un siècle, ne précise, le plus souvent, que les fils de magistrats ayant suivi le sillage paternel et les filles mariées à des magistrats³⁵. Ceux qui sont entrés dans les ordres et celles qui sont devenues religieuses, voire chanoinesses, n'apparaissent pas en général dans les notices.

Religieuses, filles de magistrats

Grâce aux archives des couvents rennais, il est pourtant possible de combler pour une large part cette lacune. Les communautés de femmes sont bien connues depuis la série d'articles de B. Pocquet du Haut-Jussé et leur recrutement a fait, plus récemment l'objet du travaux de Karine Jégou³⁶ et Delphine Le Corfec³⁷, ainsi que de la thèse de Emmanuelle Daniellou³⁸. Chacune a pu mettre en évidence, non seulement la présence massive des filles de parlementaires dans les couvents rennais, mais aussi l'évolution différenciée dans le choix de tel ou tel de ces derniers par les familles. Quelques communautés ont été beaucoup plus appréciées que d'autres. La plus ancienne et la plus prestigieuse est l'abbaye bénédictine de Saint-Georges, dont aujourd'hui encore la majestueuse façade ornée du nom de l'abbesse, Magdeleine de La Fayette, donne idée de l'importance. Son recrutement est dans les faits exclusivement nobiliaire, ce qui ne saurait être un obstacle pour des familles parlementaires dont la noblesse, depuis les années 1660-1670, est non seulement complète mais aussi ancienne³⁹. En Bretagne, à la différence d'autres Parlements, aucun fossé ne sépare les familles de magistrats du reste de la noblesse⁴⁰. Après 1700, le temps de la plus grande faveur de Saint-Georges dans les lignées parlementaires est passé, sans que les filles de magistrats en disparaissent tout à fait⁴¹. Ce n'est pas la seule communauté à connaître une certaine désaf-

35. SAULNIER, F., *Le Parlement de Bretagne, 1554-1790 : Répertoire alphabétique et biographique de tous les membres de la cour*, Rennes, 1909, réédition, Laval, 1984, 2 vol.

36. POCQUET DU HAUT-JUSSÉ, B., « La vie temporelle des communautés de femmes à Rennes au XVII^e et au XVIII^e siècle », I, « Les origines », *Annales de Bretagne*, t. XXXI, 1915-1916, p. 19-46, II, « Les conditions de l'existence légale », p. 200-231, III, « Le personnel et les amis des communautés », p. 330-358, IV, « Les principales ressources : les dots », p. V, « Le patrimoine », p. 531-543, VI, « Les revenus de l'industrie », t. XXXII, 1916-1917, p. 76-107, VII, « Les relations avec l'extérieur », p. 238-259. JÉGOU, K., *Étude de sociologie religieuse : le recrutement dans les communautés féminines rennaises (XVII^e et XVIII^e siècles)*, mémoire de maîtrise Rennes II, sous la direction de J. Quéniart, 1996.

37. LE CORFEC, D., *La Vocation religieuse féminine dans la seconde moitié du XVIII^e siècle : Rennes, les couvents en leur ville*, Mémoire de M 1 Paris IV, sous la direction d'O. Chaline, 2006.

38. DANIELLOU, E., *Les Enseignantes en Bretagne aux XVII^e et XVIII^e siècles. Religion, éducation et société*, thèse Université de Strasbourg II, sous la direction de D. Dinet, 2005, 2 vol. Voir sur les postulantes et les professions les p. 164-182, 212-218 et 271-277.

39. JÉGOU, K., *op. cit.*, p. 94-101.

40. Sur cette très importante spécificité bretonne, voir J. MEYER, *La Noblesse bretonne au XVIII^e siècle*, Paris, rééd. 1985, p. 927-937 et 957.

41. On y trouve cependant Marie Le Prestre de Lézonnet, fille du président du même nom, d'une famille que nous allons retrouver souvent.

fection. Le Carmel avait beaucoup attiré les demoiselles de la haute robe entre les années 1620 et le milieu du siècle. Elles se raréfient chez les novices passé 1668 puis disparaissent complètement après 1710⁴². Il est malaisé d'expliquer de tels changements. En revanche, dans le cas des Calvairiennes de Saint-Cyr, la raison tient principalement à l'opposition à la bulle *Unigenitus* de certaines des religieuses, à commencer par leur supérieure, M^{me} de Tonquédec envoyée à Loudun en 1741. Il fut alors interdit aux calvairiennes de recevoir des novices. Les religieuses qui refusèrent de se soumettre furent exilées en 1747. Mais on peut tout aussi bien remarquer que cette communauté était manifestement très liée au petit noyau de familles jansénistes militantes de Rennes. Y avait pris le voile, le 29 janvier 1726, la présidente du Plessis de Grénédan, née Huchet de la Bédoyère, sœur du procureur général. En 1745 s'y trouvaient comme pensionnaires ses deux nièces Elisabeth et Sylvie du Plessis de Grénédan⁴³. On se trouve là en présence de la famille qui fut au Palais et dans la société locale la plus en vue dans le refus déclaré de la Bulle *Unigenitus*, celle des Huchet de la Bédoyère. Le procureur général se prononça ouvertement contre elle en 1730 et fut deux fois envoyé en exil pour cette raison. C'était aussi le seul ou presque de tous les magistrats du Parlement à assister aux assemblées du général de sa paroisse, Saint-Germain, dont il pouvait voir de ses fenêtres le grand vitrail du chœur⁴⁴. Chez les Huchet, la cause de l'opposition à la Bulle est une affaire familiale, puisque un des fils ne devint rien moins que convulsionnaire attirant une petite société au château de Talensac, la « procureuse générale », recueillant ses propos dont un oratorien nantais du nom de La Calabre, en délicatesse avec les autorités, donnait le sens théologique⁴⁵. Il s'agit bel et bien d'un noyau dévot, au moins dans le premier tiers du siècle, en version janséniste, ce qui en fait en Bretagne un cas vraiment exceptionnel.

42. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 27 H 9, *Livre des entrées, novicene et profaissions des filles du Saint Sepulchre et aussy du jour et an de leurs decces*. Notons que l'avant-dernière fille de magistrat, Françoise Saguier, entrée au monastère le 19 août 1667, novice le 23 septembre suivant, en est ressortie le 3 juillet 1668, « Mgr l'évêque de Vannes son oncle ne jugent pas qu'elle eut asses de vocation », remarque à verser au dossier des vocations forcées... La disparition des filles de parlementaires ne signifie pas pour autant celle des demoiselles nobles, puisque K. Jégou remarque que leur proportion parmi les religieuses de chœur qui était de 23 % dans la seconde moitié du XVII^e siècle, tombe à 12 entre 1700 et 1750, puis encore à 9 entre 1750 et 1789, *op. cit.*, p. 92.

43. Pocquet du Haut-Jussé, B., *op. cit.*, p. 240-243. Un autre couvent rennais fut aussi victime des discordes théologiques, celui des Catherinettes, privé en 1736 du droit de recevoir des novices et finalement supprimé par arrêt du Conseil en février 1768, voir p. 245-247.

44. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, G 528 et 2 G 245/42. B. Blot, *Saint-Germain de Rennes, une paroisse urbaine de Rennes au XVIII^e siècle*, mémoire de maîtrise sous la direction de Georges Provost, Université Rennes 2, 2000.

45. Ces événements, connus d'après une brochure (hostile) de l'époque, ont été rapportés dans les études de l'abbé Raison, « Le mouvement janséniste au diocèse de Saint-Malo », *Annales de Bretagne*, t. XI, 1930, p. 100-117 et « Le mouvement janséniste au diocèse de Rennes », *Annales de Bretagne*, t. XL, 1932-1933, p. 8-52.

À côté de ces communautés dont le recrutement se fait moins parlementaire ou bien cesse de l'être, d'autres conservent tout leur attrait. C'est le cas des deux monastères de la Visitation : celui de Rennes et celui du Colombier. L'un comme l'autre eurent au XVIII^e siècle un fort recrutement nobiliaire⁴⁶. Les sources subsistantes permettent d'entrevoir que le premier monastère compta parmi ses religieuses, comme assistante en 1761 sœur Marie Reine du Boisbaudry, d'une famille parlementaire. En décembre 1763 s'éteint sœur Marie Jérôme Freslon de Freslonnière dont la parenté est bien installée au Palais⁴⁷. Mais ce ne sont là que des indications, faute de disposer d'un registre des vêtues, professions et inhumations, comme c'est le cas pour la Visitation du Colombier à partir de 1737⁴⁸. Quelles familles apparaissent dans ce second couvent ? Il y a tout d'abord les Rosnyvinen de Piré qui ont siégé au Palais, avant de se faire une célébrité supplémentaire aux États dans l'opposition résolue au pouvoir royal⁴⁹. En 1737, la supérieure est sœur Françoise Elisabeth de Rosnyvinen. Elle n'est pas isolée puisque la maison abrite comme pensionnaire, M^{me} douairière de Piré, née Descartes qui meurt à 81 ans en 1740. En 1742, entre comme novice Marie Céleste, fille de Joachim, colonel et brigadier des armées du roi, et qui fait profession l'année suivante. En 1756, on signale la mort de Marie Placide de Rosnyvinen. En 1762, c'est une autre fille de Joachim, Louise Félicité qui est novice, avant de faire profession deux ans plus tard. Les demoiselles La Bourdonnaye sont également bien présentes. Arrive comme novice en 1737, Jeanne Auguste, fille du président de La Bourdonnaye-Blossac. En 1749, c'est Louise Eulalie, fille de François-Marie, sieur de Liré, une cousine. Elle est bientôt suivie de sa sœur, Bonne Félicité. L'une et l'autre font profession en 1750. En 1755 meurt Marie Louise de La Bourdonnaye, professe. Puis en 1761 entre comme novice Anne-Charlotte, fille de Paul de La Bourdonnaye-Blossac, intendant de Poitiers. Si de tels « regroupements familiaux » sont exceptionnels, une simple lecture de ces registres fait voir d'autres grands noms parlementaires qui pour être moins répétés n'en sont pas moins présents : Saint-Pern, Boisgelin de Cucé, Talhouët, Cornulier, Hay de Bonteville, Robien. Le couvent du Colombier ne manque pas de filles de présidents.

Dans ces conditions, une entrée ou mieux encore une profession est un événement qui ne passe pas inaperçu. Le 20 août 1758 quand Marie Anne Amélie Hay de Bonteville, fille du conseiller Joachim et d'Anne de Boiséon prend l'habit de novice, le registre porte les signatures de l'abbé de Saint-Luc, à l'époque vicaire général et abbé de Langonnet, de La Chalotais, du président Paul Christophe de Robien, du président de Cornulier, des

46. Il est possible de reconstituer l'évolution de leur effectif à partir de 1737, JÉGOU, K., *op. cit.*, p. 64-65.

47. Renseignements glanés dans Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 39 H 15.

48. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 39 H 18, Registre des vêtues, professions et inhumations 1737-1768, 1768-1772.

49. Voir MONTIGNY, M., *Histoire d'une famille bretonne. Guillemette de Rosnyvinen de Piré*, Paris, 1923.

conseillers Huart de la Bourbansais et de la Forest d'Armaillé, autant de gens que l'Affaire de Bretagne dresse les uns contre les autres quelques années plus tard⁵⁰. Le 16 novembre 1760, la profession de Thérèse Adelaïde de Robien de Lanvaux, fille du célèbre président Christophe Paul mort cinq ans plus tôt, se fait en présence du président Le Prestre de Chateaugiron et de son fils, de la chanoinesse comtesse de Neuville, de la même famille, de l'abbé de Saint-Luc et de son frère du Bot de Saint-Luc. Ce jour-là se retrouvent des personnalités qui, cinq ans plus tard, seront dans le camp royal contre La Chalotais. On signe le registre comme on le ferait pour un mariage. Il y avait déjà une autre Robien dans le couvent, sœur Marie Henriette, morte en mars 1775, mais qui avait eu le temps d'être une des maîtresses, avec la sœur de Bonteville, de la petite Victoire Conen de Saint-Luc, fille du conseiller, nièce du vicaire général, future dame de la Retraite à Quimper et martyre sous la Terreur⁵¹.

Une autre communauté a aussi attiré, mais à un moindre degré, des demoiselles nobles, dont certaines filles de parlementaires, celle des augustines hospitalières tenant l'Hôpital Saint-Yves⁵². C'est là que s'éteint en 1710, après une vie religieuse bien remplie et plusieurs années comme supérieure, Marie-Louise de Cornulier, fille d'un président à mortier, petite nièce d'un évêque, tante d'un autre président très au fait des questions théologiques. La même maison a compté également Charlotte de La Bourdonnaye, entrée en 1718 et supérieure de la communauté de 1737 à 1740, ainsi que sa sœur Louise morte en 1714 après un an de profession. Elles étaient nièces de l'évêque de Saint-Pol-de-Léon. Il ne faudrait pas oublier non plus une autre communauté importante dans la vie spirituelle rennaise, celle des Filles du séminaire de la Sainte-Vierge, plus connue sous l'appellation de Dames Budes, d'après le nom de leur fondatrice⁵³. Leur vocation était d'organiser avec les jésuites des retraites pour les « personnes du sexe ». Leur registre, pour la seconde moitié du XVIII^e siècle, indique des noms de familles qui soit sont au Parlement (tel celui de Jeanne Louise de Talhouët de Boishorcand, professe en 1767, de Renée Joseph de Bégasson, ou encore d'Elisabeth du Bouëxic de la Driennais) soit y ont siégé

50. Sur la famille Hay, l'étude la plus détaillée est celle de Stéphane GAUTIER, *Marie-Paul (1753-1821) et Emilie-Olympe (1761-1842). Le Marquis et la Marquise des Nétumières en famille et en société*, DEA Rennes 2, 2001, sous la direction d'O. Chaline, 3 vol.

51. Sur Victoire Conen de Saint-Luc, il n'y a que l'ouvrage hagiographique d'A. CROSNIER, *Une Dame de la Retraite de Quimper martyre sous la Terreur. Victoire Conen de Saint-Luc*, Paris, 1919, mais il apporte cependant nombre de renseignements intéressants sur sa famille.

52. On se reportera à l'étude du comte de Bellevue, *L'hôpital Saint-Yves de Rennes et les religieuses augustines de la Miséricorde de Jésus*, Rennes, 1895. La proportion de religieuses d'origine noble est plus faible, 9 % pour les années 1750-1789, alors qu'elle était de 52 % pour les années 1644-1700 et de 41 pour la première moitié du XVIII^e siècle, JÉGOU, K., *op. cit.*, p. 93.

53. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 34 H 3 et 4. Voir l'ouvrage du comte de Palys, *Les Dames Budes. Annales de la maison de Retraite de Rennes (Filles de la Sainte-Vierge)*, Rennes, 1891.

par le passé (comme celui de trois professes Visdelou, issues des branches du Gage, de Champagné et de Villethéart).

On a déjà pu s'en rendre compte, il y a eu, dans certains des couvents rennais du XVII^e et aussi du XVIII^e siècle, des présences multiples de plusieurs demoiselles d'une même famille simultanément, tout comme au Palais avec leurs pères, oncles, frères et cousins. Ce phénomène dont j'ai pu montrer la durable importance au parlement de Rennes jusqu'aux années 1750-1760 trouve donc son pendant féminin dans plusieurs communautés. C'est un des apports de l'étude de Karine Jégou. Et cette caractéristique serait encore plus marquée, si au lieu de s'en tenir aux seuls porteurs d'un même patronyme, on faisait entrer en ligne de compte la parenté par les mère et grand mères. On trouve donc des familles très présentes : à côté des La Bourdonnaye des branches de Blossac et de Liré ou des Rosnyvinen chez les visitandines du Colombier, c'était le cas à Saint-Georges à la fin du XVII^e siècle avec le groupe familial des Nicolas et des Boisgeline liés par les Pépin, des Guerry, des Montboucher ou encore celui des Jouneaux⁵⁴. Chez les augustines de Saint-Yves, il y eut dans les années 1720-1730 deux demoiselles de La Monneraye, puis au début des années 1740 trois filles du conseiller Du Pont d'Oville⁵⁵. Il semble bien toutefois que de tels liens familiaux à l'intérieur des cloîtres aient été moins fréquents au XVIII^e siècle qu'au siècle précédent. Ce qui est repérable dans ces familles parlementaires bretonnes correspond tout à fait à cette tradition d'engagement religieux sur plusieurs générations constatée par Dominique Dinet pour les villes du sud-est du Bassin Parisien, au moins jusqu'aux années 1730-1740, chronologie qu'on pourrait peut-être prolonger dans le cas de la Bretagne. Le couvent n'est pas un monde étranger pour ces filles de parlementaires. En admettant qu'on ne connaisse pas déjà la maison de l'intérieur pour y avoir été instruite, il est fréquent qu'on y trouve déjà tante(s), sœur(s) ou cousine(s), sans compter quelque vieille parente devenue dame pensionnaire⁵⁶. Le couvent est un prolongement de la famille.

Familles et climat spirituel

Les familles parlementaires ont formé – au moins pour une partie d'entre elles – un milieu particulièrement propice à la dévotion. C'est une remarque souvent formulée que les familles nombreuses sont, plus que les

54. JÉGOU, K., *op. cit.*, p. 94-101, donne des tableaux généalogiques pour ces familles et quelques autres.

55. Madeleine entrée en 1734, suivie d'Angélique-Françoise en 1741 et de Modeste en 1742. Elles ont deux frères, l'aîné Claude-François-Marie, conseiller à son tour, et Claude-Jean qui est prêtre depuis 1738. Leur oncle maternel est Jean-Pierre de Miniac, prêtre déjà rencontré au début de cette étude, Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 1 F 83 Du Pont d'Oville.

56. Précisons aussi qu'en cas d'échec conjugal manifeste, le couvent peut offrir un refuge honorable. C'est ce qui se produit pour Hypolite Radegonde de Bégasson, née Loz de Beaujours, qui se retire en 1762 chez les Calvairiennes de Cucé, voir JARNOUX, Ph., *Hypolite Radegonde Loz. Un « divorce » au siècle des Lumières*, Rennes, 2001, p. 81.

autres, favorables aux vocations religieuses. Pourtant, cette remarque vérifiée à Rennes dans sa généralité, mérite d'être nuancée⁵⁷.

La haute robe rennaise, et, semble-t-il, la noblesse bretonne en général au XVIII^e siècle sont durablement prolifiques⁵⁸. Il suffira d'évoquer le cas de la famille des présidents de Langle, avec ses deux branches, Langle – Beaumanoir et Langle – Coëtuhau⁵⁹. Dans la première, le conseiller puis président François-Joseph de Langle de Kermorvan épousa en 1697 Jeanne-Marie Gillaudeau de La Louvelais⁶⁰. Ils eurent seize enfants. Quatre garçons devinrent ecclésiastiques et trois filles religieuses : Daniel Bertrand (1701-1774) finit évêque de Saint-Papoul, Joseph-Jean-Baptiste (1704-1730) fut chanoine de la cathédrale de Rennes, Etienne-René (1707-1780), moine bénédictin devint prieur de Saint-Magloire de Léhon, Augustin (1708-1785) fut chanoine de la cathédrale de Nantes, tandis que leurs sœurs cadettes Jeanne-Marie (1713-1764), Thomasse Françoise (1718-1744) et Reine Marie (1720-1772) prirent le voile, la première à Vitré chez les hospitalières, les deux autres à Rennes chez les visitandines du Colombier. La génération suivante fut un peu moins prolifique avec seulement neuf enfants. Il n'y eut pas de vocation religieuse. Mais seuls cinq sur les neuf avaient atteint l'âge adulte. Dans l'autre branche de la famille, on est tout aussi prolifique. Jacques de Langle, qui était militaire, a épousé en 1693 une sœur du président François-Joseph, Hélène-Monique⁶¹. Ils eurent quatorze enfants, parmi lesquels, Claude de Langle, conseiller puis président, Marie-Jacquette qui fut religieuse à La Joye à Hennebont, Michel-Anne, chanoine de Vannes,

57. Il est quand même significatif que la seule étude globale sur les réguliers de toute une région, celle de D. Dinet, aboutisse justement à la mise en évidence de l'inverse : « ce ne sont pas les familles les plus nombreuses qui ont été les plus fécondes en vocation », *op. cit.*, p. 185. Il semble donc judicieux d'introduire des distinctions à l'intérieur du groupe des familles qu'on peut tenir à l'époque pour nombreuses.

58. Cet aspect n'a fait pour le moment l'objet que de l'article de J. MEYER, « La noblesse parlementaire bretonne face à la pré-Révolution et aux débuts de la Révolution : du témoignage à la statistique », *De l'Ancien Régime à la Révolution*, Göttingen, 1978, p. 279-317. Il manque une étude comparable à celle réalisée par Stéphane MINVIELLE pour Bordeaux, *Les comportements démographiques des élites bordelaises au XVIII^e siècle*, thèse Bordeaux III, 2003.

59. Sur les Langle, on dispose aujourd'hui de deux fonds d'archives aux Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 15 J et 21 J, contenant notamment des notes historiques de M. Pierre de Langle 1 J 233. Voir aussi deux mémoires de maîtrise : celui de Fabienne BALAIS, *La seigneurie du Plessix de la Couyère, 1697-1827*, Rennes 2, 1989, sous la direction de J. Quénart, et celui de Guillaume BERTRAND, *Richesse et dévotion dans la Bretagne des Lumières. La famille Langle de Beaumanoir*, Rennes 2, 2003, sous la direction de G. Aubert, avec des tableaux généalogiques, p. 233-236.

60. Voir MARTIN, C., *Beaumanoir. Huit siècles d'une baronnie*, sl., Cercle Culturel Rance – Linon – Le Pays de Dinan, 2002, p. 66. Il convient de préciser que parmi les treize frères et sœurs de François-Joseph de Langle, il y a un chanoine de Vannes, Augustin, un religieux bernardin de Prières, Hiérosme, deux religieuses de La Joye, Marie-Guillemette (future abbesse) et Anne-Thérèse.

61. Jacques de Langle avait pour sa part quatre frères, dont Jean, prieur de Coëtuhau, et quatre sœurs dont trois religieuses : Anne, Jacquette et Guillemette, les deux dernières étant ursulines à Josselin.

et Louis-Xavier, jésuite. La génération suivante est plus restreinte, avec huit enfants, dont aucun ne fut d'Église. L'exemple est éloquent, aussi bien par la profusion d'un XVII^e siècle qui se prolonge tard dans le XVIII^e que par la relative décrue démographique qui s'accompagne de la disparition des vocations.

Une telle fécondité – dont les Langle nous offrent un cas extrême sans qu'il soit cependant unique⁶² – s'avère exceptionnelle dans le milieu des cours souveraines françaises. Il suffira de comparer Rennes et Rouen pour s'en persuader, le Parlement de Normandie connaissant une véritable auto-destruction démographique⁶³. Ensuite bien des travaux considèrent comme un donné *a priori* que les cloîtres servent d'exutoire au trop plein démographique et de soupape de sécurité dans une société qui ignore encore largement la contraception. La diffusion de cette dernière entraîne donc le progressif tarissement du recrutement. Convaincante à première vue, cette interprétation implique que les entrées au couvent soient le propre des cadet(te)s. Or, la réalité est plus nuancée. Ce ne sont pas systématiquement les derniers qui entrent en religion. On trouve parfois des aînés, ce qui indique que la notion de vocation n'est pas dépourvue de réalité⁶⁴. Jean-Pierre de Miniac qui devint prêtre était le fils aîné du greffier en chef du parlement. Le cas le plus remarquable est celui du fils aîné du président Renaud-Gabriel de Boisgelin de Cucé, Jean de Dieu, futur cardinal. Et il faut quand même rappeler que celui ou celle qui part au couvent, s'il ne pèse plus sur la succession de ses parents, reçoit quand même une dot qui n'est pas nécessairement négligeable et qui peut être suivie d'une pension, voire de dons faits à la communauté⁶⁵.

Autre nuance à apporter à ce schéma général, il arrive quelque fois aussi que ce soit l'unique garçon qui devienne prêtre ou religieux, sacrifiant l'avenir de la lignée et les espoirs de promotion sociale de la famille. C'est le cas avec le futur fondateur des Pères du Saint-Esprit, Claude-François Poullart

62. On connaît, pour la première moitié du XVII^e siècle, l'exemple de la présidente de Marbeuf qui donna naissance à 31 ou 32 enfants, voir CROIX, A. (dir.), *La Bretagne d'après l'Itinéraire de monsieur Dubuisson-Aubenay*, Rennes, PUR, 2006, p. 129. Pour la première moitié du XVIII^e siècle, il faut signaler les seize enfants du conseiller Annibal-Auguste de Farcy de Cuillé et de Renée-Catherine du Moulin.

63. Voir BARDET, J.-P., *Rouen aux XVII^e et XVIII^e siècles. Les mutations d'un espace social*, Paris, 1983, p. 304-305, « L'espace religieux à Rouen au XVII^e siècle. Dimensions matérielles d'un espace social », BERGOT, F. (dir.), *La Peinture d'inspiration religieuse à Rouen au temps de Pierre Corneille 1606-1684*, Rouen, 1984, p. 33-39. CHALINE, O., *Godart de Belbeuf. Le Parlement, le roi et les Normands*, Luneray, 1996, p. 79.

64. Je rejoins sur ce point les remarques de D. DINET, *op. cit.*, p. 187, qui avait de plus constaté pour les réguliers du sud-est du Bassin Parisien que « les aînés plus que les cadets deviennent gens d'Église ».

65. À ma connaissance, l'évaluation n'a pas été faite de ce que coûte une entrée en religion, rapportée à ce qui aurait dû être versé à la même personne, si elle était restée dans le monde avec capacité d'hériter. L'écart est-il toujours aussi grand que ce qu'on imagine *a priori*? La question a cependant été abordée du point de vue inverse, celui des couvents et de leurs finances par D. DINET, « Les dots de religion en France aux XVII^e et XVIII^e siècles », *Les Églises et l'argent*, Paris, 1989, p. 37-65.

des Places (1679-1709)⁶⁶. Son père était un avocat au Parlement, débouté lors de la Réformation de noblesse de 1668, mais bien décidé à se faire enfin reconnaître. Cet ami de Louis Grignon de Montfort épousa, assez tard, une protégée de la présidente de Marbeuf, Jeanne Le Meneust, originaire de Fougères. Elle avait, avant de se marier, élevé les enfants Marbeuf précocement orphelins. Le lien avec les Marbeuf ne disparut pas lorsqu'elle devint M^{me} Poullart des Places, bien au contraire. Le fils tant attendu s'appela Claude, comme son parrain le président. L'heureux père, devenu en 1685 juge garde des monnaies, fut un habile manieur d'argent, gestionnaire apprécié des communautés religieuses puisqu'on le retrouve fermier de plusieurs abbayes importantes (dont Saint-Georges), preuve supplémentaire que richesse et dévotion peuvent faire excellent ménage. Il est au service de financiers bretons en plein enrichissement : Michau de Montaran et Ferret du Tymeur⁶⁷. Le Parlement est de tous les côtés de l'horizon des Poullart des Places : Ferret du Tymeur est le père d'un conseiller et Michau de Montaran n'est autre que le beau-frère du président Le Prestre de Lézonnet qu'il associe même à ses affaires⁶⁸. Il y a bel et bien une finance dévote rennaise. Dans le cas de Poullart des Places, elle se tourne aussi vers la ferme des devoirs, ces profitables impôts sur les boissons et vers

66. Je m'appuie sur l'ouvrage du P. Joseph MICHEL, *Claude-François Poullart des Places, fondateur de la Congrégation du Saint-Esprit 1679-1709*, Paris, 1962, p. 10-17 et 22-27.

67. Sur les Michau de Montaran, voir DESSERT, D., *Argent, pouvoir et société au Grand Siècle*, Paris, 1984, p. 647-648 : Jacques Michau de Montaran, secrétaire du roi, fut dans la seconde moitié du XVII^e siècle l'homme d'affaires des états de Bretagne, son fils Jean-Jacques (1668-1750) fut à partir de 1690 conseiller au Grand Conseil et trésorier général des États de 1699 à 1720. On pourra bientôt se reporter à l'étude de Serge CHASSAGNE, « Un lignage de serviteurs de la monarchie : les Michau de Montaran », à paraître dans les *Mélanges en l'honneur de Maurice Gresset*, Besançon, 2006. Je le remercie de m'avoir donné connaissance de ce texte avant sa parution. Les Ferret du Tymeur restent, quant à eux, complètement à étudier. Mais il faut signaler que c'est eux qui commandèrent au peintre Noël Coypel une *Résurrection* en 1700 pour le couvent des dominicains. Ce tableau (350 x 225 cm) se trouve aujourd'hui au Musée des Beaux Arts de Rennes. Je remercie Gauthier Aubert de me l'avoir signalé.

68. DESSERT, D., *op. cit.*, p. 634. René Le Prestre (1655-1724), d'une famille de vieille noblesse de l'évêché de Saint-Malo, fils d'un conseiller au Parlement, fut successivement avocat général au Grand Conseil (1683), sénéchal de Rennes (1687-1700) et trésorier général des États de Bretagne (1687-1699). Comme le note D. Dessert, « en réalité, il semble bien qu'il ne soit que le prête-nom du fermier et financier des états de Bretagne Jacques Michau de Montaran, S.R., dont il avait épousé en 1680 la fille, Françoise Marie Michau. En 1700, ayant abandonné la trésorerie générale à son beau-frère Jean Jacques Michau de Montaran, il devient président à mortier au Parlement de Rennes ». Voir SAULNIER, F., *op. cit.*, n° 1023 et A. RÉBILLON, *Les États de Bretagne de 1661 à 1789*, Paris, 1932, p. 146 et 149. Le tournant XVII^e-XVIII^e siècle est un moment décisif pour les Le Prestre puisque René achète coup sur coup en 1700 une charge de président à mortier, en 1701 la seigneurie de Chateaugiron près de Rennes et enfin en 1705 l'hôtel des Barrin de Boisgeffroy, rue de Corbin. Après une phase d'enrichissement rapide, ils s'imposent en très peu de temps comme une famille de tout premier plan au Palais. Voir enfin mon étude : « Bretagne, noblesse et dévotion, les Le Prestre au parlement de Rennes », dans COCULA, A.-M., PONTET, J. (dir.), *Itinéraires spirituels, enjeux matériels en Europe. Mélanges offerts à Ph. Loupès*, t. 2, *Au contact des Lumières*, Bordeaux, 2005, p. 59-84.

le commerce des grains. Il espérait bien faire de son fils un conseiller et faire réformer l'humiliant jugement de 1668. Mais le jeune homme, non sans hésitation, se tourna en 1701 vers la prêtrise, fondant dans les quelques années qu'il vécut à Paris non pas une famille mais un ordre religieux⁶⁹. L'exemple des Poullart des Places met en évidence deux aspects importants : l'exemplarité des comportements religieux de l'élite parlementaire dans le barreau rennais et le rôle marqué qui est celui des femmes, la présidente de Marbeuf comme la mère du futur abbé.

« La religion de ma mère », le titre du livre de Jean Delumeau peut s'appliquer aisément aux familles parlementaires dévotes. Ces mères de familles souvent nombreuses ont pu jouer un rôle déterminant dans la vie de leurs enfants. L'éducation chrétienne reçue à la maison a pu faciliter le passage vers le cloître ou le séminaire en offrant un milieu propice à l'éclosion d'une vocation. En 1710, lorsque la comtesse de Pontbriand devient veuve après seize ans de mariage et dix enfants, elle tient sa maison comme une véritable communauté religieuse⁷⁰. Trois de ses filles entrent religieuses chez les visitandines du Colombier, là où elle-même a été pensionnaire. Trois fils deviennent ecclésiastiques, l'un finissant même évêque de Québec. Ses enfants établis, M^{me} de Pontbriand se retira chez les hospitalières de Saumur et fonda l'hôpital de Josselin en 1730. Avec elle, on se trouve en présence d'une forme d'engagement dévot d'une rare intensité. Car Marie Angélique de La Garaye, future comtesse de Pontbriand, n'est pas que la fille d'un ancien conseiller au parlement. Par sa mère, elle est la nièce du président de Marbeuf déjà évoqué. Elle est surtout la sœur du conseiller Marot de La Garaye, sans doute la plus grande figure de la charité bretonne dans la première moitié du XVIII^e siècle et dont il sera question plus loin.

Les exemples ne manquent pas de familles baignant, grâce aux femmes et aux filles, dans une indiscutable atmosphère de piété très éloignée de ce qu'on pouvait connaître dans les salons parisiens contemporains. Même en faisant la part des conventions d'écriture, c'est bien ce qui ressort de plusieurs nécrologies ou vies de religieuses écrites à l'époque. Deux exemples de visitandines du Colombier permettent de s'en faire une idée.

Sœur Marie Éléonore du Plessis de Grénédan est morte le 21 novembre 1720, à 21 ans, après six années de profession :

« Cette chère sœur était d'une naissance distinguée dans cette Province, fille de M. le président de Grénédan, petite fille de M. le procureur général

69. Signalons enfin le cas moins connu de Gabriel Morel de La Motte que son père destinait au parlement et qui, lui aussi, préféra devenir prêtre. Il devint sulpicien et chanoine de la cathédrale de Rennes, voir sa notice par l'abbé Tresvaux, dans la continuation de Dom Lobineau, *op. cit.*, t. V, p. 429-434.

70. Voir la notice que lui consacre l'abbé Tresvaux dans la réédition augmentée des *Vies des saints de Bretagne et des personnages d'une éminente piété qui ont vécu dans cette province* de Dom Guy-Alexis LOBINEAU, Paris, 1838, 5 vol., t. V, p. 396-402, ainsi que la biographie par le R.P. D. CHAPOTIN, *La comtesse de Pontbriand*, Paris, 1896.

de ce Parlement ; mais si elle était née dans l'éclat et les agréments du monde, elle n'en a pas éprouvé les écueils, aiant eu dans sa maison une éducation si chrétienne, qu'elle l'a préservée non seulement de la vanité et de la corruption du siècle, mais même des inclinations que les jeunes personnes ont naturellement pour le plaisir. Elle reçut les premières impressions de la vertu auprès de Madame la présidente de Grénédan sa mère, qui nous fit l'honneur de nous la confier à l'âge de neuf à dix ans... »

Elle est un temps attirée par le Carmel, puis revient chez ses parents :

« La maison de Madame sa mère n'étoit pas moins réglée qu'un monastère, notre jeune demoiselle y trouva une entière facilité de satisfaire son attrait pour la prière, la sainte Communion (qu'elle faisoit presque tous les jours), les lectures spirituelles et autres saintes pratiques ; elle en faisoit toute son occupation, ne voyant le monde que par la nécessité où elle étoit de se trouver souvent dans les compagnies chez M. le procureur général son aïeul ⁷¹. »

Le 8 novembre 1787 meurt Mère Claire Eugénie de Boisgelin de Cucé, supérieure du second monastère de la Visitation, à 60 ans et 43 années de profession. En 1727, sa mère enceinte, sur le point de glisser du bord d'un coteau, s'était vouée à sainte Anne avec son enfant, s'ils en réchappaient, ce qui fut le cas. La petite fille vécut d'abord au château de Cucé, chez sa grand mère, la présidente de Marbeuf, qui l'emmenait visiter pauvres et malades.

« De retour dans la maison paternelle, M^{lle} de Cucé retrouva les mêmes exemples de piété et de vertu qu'elle avait eus chez Madame sa grand mère. Monsieur le président de Cucé s'était destiné, dès son enfance, au service des autels ; la mort de son unique frère l'obligea de sortir du séminaire pour obéir à ses père et mère qui fondaient sur lui l'espérance de leur maison. Son changement d'état n'en apporta point dans sa conduite ; sa piété, son zèle pour la gloire de Dieu et sa fidélité à en remplir tous les devoirs en firent un magistrat aussi intègre qu'éclairé. »

À ces deux visitandines, il est possible d'ajouter un autre exemple, celui de Victoire Conen de Saint-Luc, déjà évoquée ⁷². Le désir précocement d'entrer en religion n'est sans doute pas qu'une pieuse allégation de ses biographes soucieux de scruter tous les signes avant-coureurs de la vocation religieuse puis du martyre. La petite fille a été formée par une mère fort dévote et un oncle paternel, vicaire général. Elle est placée chez les visitandines du Colombier de 1769 à 1771. Elle en est retirée quand son père, conseiller au Parlement, se rallie au chancelier Maupeou et devient à Rennes un personnage en vue, fort controversé à cause de ses choix politiques. Pendant près de quatre ans, elle vit dans la maison paternelle, paroisse Saint-Germain, un des hauts lieux de la topographie parlementaire et dévote rennaise. Tôt le matin, elle était emmenée à la messe par sa mère avec qui elle consacrait chaque après-midi une demi-heure devant le Saint-Sacrement.

71. Notice nécrologique conservée aux Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 39 H 4, comme d'ailleurs la suivante.

72. CROSNIER, A., *op. cit.*, p. 79-152.

Une fois par semaine, elle l'accompagnait visiter pauvres et malades dans les hôpitaux. Jusqu'à sa nomination en 1773 comme évêque de Quimper, son oncle fut son directeur spirituel. C'est appuyée par sa famille qu'elle résolut d'entrer chez les Dames de la Retraite, à Quimper précisément. Dans les mêmes années vivait à Rennes et à la campagne la future Anne Hay des Nétumières (1754-1788), bientôt Mère Marie de Chantal au Refuge. Elle ramena à la religion son beau-frère le marquis de Cornulier.

Autour de ces femmes, filles, voire cousines de magistrats, on arrive parfois à repérer la présence à la fois discrète et active de confesseurs ou de directeurs spirituels. Si Victoire Conen de Saint-Luc fut surtout guidée par son oncle, un prêtre rennais joua un rôle considérable dans les années 1750-1770 l'abbé Boursoul⁷³. C'était le gardien de l'hôpital Saint-Yves et un prédicateur apprécié qui mourut d'ailleurs en chaire. Parmi ses dirigées on comptait la Mère de Boisgelin de Cucé, la future Mère Marie de Chantal Hay des Nétumières, Adélaïde de Champion de Cicé comme encore Thérèse-Joseph Poullain du Bois-Anger, fille du jurisconsulte Poullain du Parc (1756-1776), morte prématurément et qui avait demandé à être portée chez les carmélites afin d'y expirer⁷⁴.

Ainsi, de nombreux indices font apparaître qu'il existait à Rennes au XVIII^e siècle, dans le milieu parlementaire, des familles, parfois très connues et fort riches, incontestablement fières de leur nom et de leur rang, qui furent un vivier de vocations religieuses. Elles ne se contentaient pas de contribuer au peuplement des couvents, elles y plaçaient leurs filles comme pensionnaires⁷⁵. Elles les aidaient aussi de toute leur influence. Comme l'avait bien vu Bertrand Pocquet du Haut-Jussé,

« les mêmes familles qui fournissaient des sujets aux communautés formaient comme une vaste clientèle dans laquelle se trouvaient encore d'inépuisables ressources morales. Nul, dans la ville, qui ne fût parent plus ou moins proche de quelque religieuse. Grâce à ces relations, elles suppléaient à leur ignorance, à leur inexpérience des affaires et de la procédure ; pères, frères, cousins, chacun leur venait en aide. Les uns servaient de prête-noms, les autres de "pères spirituels", d'autres de conseillers ou de défenseurs⁷⁶ ».

Ces familles sont presque toutes d'ancienne noblesse, trait dominant du recrutement parlementaire rennais. Elles sont fréquemment de premier plan au Palais et dans la province, avec plusieurs lignées de présidents à mortier, voire de gens du roi. La richesse n'y est pas absente, bien au contraire avec les Huchet (héritiers des Danycan, de Saint-Malo), les Le Prestre, les Robien ou les Langle qui sont autant de millionnaires bretons.

73. L'abbé Boursoul (1704-1774) est incontestablement une des grandes personnalités ecclésiastiques de Rennes au milieu du XVIII^e siècle, voir abbé TRESVAUX dans la continuation de Dom LOBINEAU, *op. cit.*, t. V, p. 435-443, voir aussi BERTHELOT DU CHESNAY, Ch., *op. cit.*, p. 502, avec son portrait p. 503.

74. Voir abbé Carron, *op. cit.*, p. 47-154.

75. Voir la maîtrise de Carole RAUDE, *Les pensionnaires des bénédictines de l'abbaye Saint-Georges de Rennes aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Rennes 2, 1996, sous la direction de J. Quéniart.

76. POCQUET DU HAUT-JUSSÉ, B., *op. cit.*, p. 336-337.

Le service du roi et celui de Dieu font en général bon ménage, sauf dans le cas atypique des Huchet de la Bédoyère. Elles offrent, sans doute à un niveau plus social plus élevé, l'équivalent pour la Bretagne de ce que Dominique Dinet avait mis en évidence en Bourgogne et en Champagne⁷⁷. Ici aussi, elles ont un effet d'entraînement sur d'autres catégories sociales, notamment celles qui sont le plus à leur contact, les autres gens de justice, avocats et procureurs, dont les fils sont bien souvent passés par le collège des jésuites de Rennes⁷⁸.

L'environnement parlementaire des jésuites rennais

Un deuxième indice de dévotion nous est fourni par l'environnement parlementaire des jésuites rennais. La ville abritait un collège important, celui de Saint-Thomas⁷⁹.

Les préfets de la Congrégation des Messieurs

Il ne s'agit pas ici de dresser la liste des magistrats anciens élèves, mais d'examiner celle, beaucoup plus instructive de ceux qui furent préfets de la Congrégation des Messieurs⁸⁰ :

- 1691, avocat général Le Lièvre de la Villeguérin
- 1692 et 1693, conseiller de Couetion
- 1694, conseiller Huart de la Bourbansais
- 1696 à 1699, conseiller de Guersent
- 1700 à 1706, conseiller Ferret de la Marche

77. Il serait possible de reprendre presque intégralement la description qu'il donne des familles dévotes du sud-est du Bassin parisien : « Longtemps, grâce à sa forte fécondité, à sa cohésion sans cesse affermie par les mariages, à la puissance qu'il tenait de la royauté et à son adhésion aux dévotions de la réforme post-tridentine, ce groupe joua un rôle considérable dans le peuplement des monastères, non seulement en suscitant en son sein des vocations qui se perpétuaient de génération en génération, mais encore par l'effet d'entraînement sur tous les lignages qui gravitaient autour, de près ou de loin. Ces pieux foyers devenaient des modèles et leurs réseaux de relations aidaient au recrutement des réguliers », *op. cit.*, p. 194.

78. Ces groupes professionnels restent fort mal connus à Rennes. Pourtant, pas de Palais sans eux non plus et ils contribuent aussi au peuplement des communautés religieuses féminines.

79. DURTELLE DE SAINT-SAUVEUR, G., « Le collège de Rennes depuis la fondation jusqu'au départ des Jésuites, 1536-1762 », *Bulletin et mélanges de la Société archéologique du département d'Ille-et-Vilaine*, t. XLVI, vol. I, 1918, p. 1-241, « Rennes. Le collège Saint-Thomas (1604-1762) », DELATTRE, P. (dir.), *Les Établissements des Jésuites en France depuis quatre siècles*, fasc. 14, 1955, col. 348-376, F. BERGOT, *L'Église de Toussaints*, Rennes, 1973.

80. Elle est donnée en annexe par Matthieu HEYM dans son mémoire de maîtrise, *Ad Majorem Virginis Gloriam. Les congrégations mariales du Collège des Jésuites de Rennes*, sous la direction d'A. CROIX, Rennes 2, 1997, p. 162-164. Cette sodalité avait été établie en 1619. Voir aussi la version publiée de cette étude, « Les congrégations jésuites du collège Saint-Thomas », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, t. CX, n° 1, 2003, p. 79-92, ainsi que « La fin des congrégations au collège Saint-Thomas de Rennes », *ibidem*, n° 3, 2003, p. 87-95.

- 1709, président aux Requêtes Berthou de Kerverzio et président à mortier de Lézonnet
- 1710, président de Lézonnet et avocat du Prismaignier
- 1713, conseiller Arthur de Pelan, Deschamps prêtre
- 1716, sénéchal de Rennes Michau de Montaran
- 1734, président Geslin de Trémargat
- 1747, conseiller Brignac
- 1759, conseiller d'Armaillé
- 1760, conseiller de Boylesve.

Certains de ces noms nous sont déjà connus : le président aux Requêtes Berthou de Kerverzio⁸¹, par exemple, dont un fils est devenu prêtre, le conseiller Huart de la Bourbansais dont la famille a donné plusieurs chanoines⁸², le sénéchal de Rennes Michau de Montaran, beau-frère du président Le Prestre de Lézonnet et financier en affaires avec Poullart des Places père tout comme le frère aîné de Ferret de La Marche⁸³, ou encore le conseiller de Boylesve devenu prêtre (à moins qu'il ne s'agisse de son fils Joseph 1733-1782)⁸⁴. Deux traits importants sont à remarquer : le lien à nouveau manifeste entre finance et dévotion qui conduit ses bénéficiaires au Parlement, ainsi que la présence à la tête de la congrégation des Messieurs de partisans résolus et connus comme tels du pouvoir royal. « Affaires du roi » et fidélité politique se rejoignent ici dans la piété. En plus des Ferret, Michau et Le Prestre déjà évoqués, le premier aspect est également illustré par l'itinéraire des Guersent. Le conseiller François (1671-1761) est le fils de Barthélémy-François, trésorier général des Fermes de Bretagne⁸⁵. Une de ses filles épousa le conseiller du Bouëxic, sans doute frère du prêtre que nous avons déjà rencontré, une autre devint religieuse à Saint-Georges. L'engagement politique sans réserve du côté du pouvoir royal apparaît dès le début de la liste avec l'avocat général de la Villeguérin qui fut, sous la Régence, le défenseur vigilant de l'ordre public au moment de la conspiration de Pontcallec dont il traqua les partisans y compris au sein du

81. Voir AUBIN-BRULARD, A., *Étude des comptes de Jean-Olivier Berthou, seigneur de Kerverzio, président des Requêtes au parlement de Bretagne, d'après son livre de marque 1686-1715*, mémoire de maîtrise, Rennes 2, 1973, sous la direction de J. Meyer.

82. On pourra se reporter à la généalogie fournie par CHARLES, O., *op. cit.*, p. 312. Le conseiller Pierre Huart est le père du chanoine Pierre-François. Le préfet de 1694 est vraisemblablement Jacques Gervais Huart de Boeuvres et de La Bourbansais, conseiller au parlement de 1692 à 1734 (SAULNIER n° 683) et oncle du conseiller Joachim-Daniel Hay de Bonteville et du chanoine Maurille-Pierre.

83. SAULNIER, F., *op. cit.*, n° 460, Jacques (1663-1714) avait pour frère aîné Jean-Charles (1645-1710) qui devint aussi conseiller, n° 459.

84. La grande époque des Boylesve dans la finance était à l'époque révolue depuis un siècle. Fils d'un conseiller au Parlement de Rennes, Claude Boylesve de la Guérinière, mort en 1673, avait été, explique D. Dessert, « un des tout premiers financiers de l'après Fronde », « un très gros partisan et un habitué des fermes générales ». Lié à Fouquet, dont la parenté bretonne siégeait au Parlement, il fut une des plus notables victimes de la Chambre de justice de 1661, ses héritiers devant renoncer à sa succession. La famille se maintint au Parlement de Rennes, D. DESSERT, *op. cit.*, p. 548.

85. SAULNIER, F., *op. cit.*, n° 626.

Parlement⁸⁶. Plus tard, dans d'autres circonstances troublées, celles de l'Affaire de Bretagne, on peut constater que les derniers préfets, les conseillers d'Armaillé et de Boylesve firent partie de la minorité de magistrats qui refusèrent de démissionner en mai 1765, signe sans équivoque de fidélité au pouvoir royal.

C'est précisément dans ces circonstances, après l'expulsion de la Compagnie du ressort breton puis de l'ensemble du royaume, qu'une autre liste permet de repérer d'autres personnes dévotes liées aux jésuites et, parfois, au pouvoir royal. Elle n'a rien d'officiel et relève même de la polémique la plus féroce, mais n'en est pas moins éclairante. À cause des retentissants réquisitoires du procureur général La Chalotais sur les constitutions et la morale des jésuites en 1761-1762, la Compagnie fut interdite dans le ressort du Parlement de Bretagne, ses biens saisis, ses collèges fermés et ses membres privés du droit de se réunir. Une telle proscription fit grand bruit et contribua à rendre La Chalotais célèbre dans tout le royaume et au-delà. Aussi, après la démission de la majorité des parlementaires rennais hostiles à la fiscalité royale en mai 1765, lorsque dans des circonstances quelque peu ténébreuses, il fut arrêté et incarcéré sur l'ordre du roi en novembre 1765, tout comme des meneurs notoires de l'opposition bretonne à la politique de Versailles, ses partisans y virent tout naturellement la revanche des jésuites⁸⁷. La situation ne laissait pas d'être curieuse. La législation royale, depuis 1764, avait fini par interdire les jésuites dans tout le royaume. Mais en Bretagne, leur ennemi le plus résolu était en prison, tandis que leurs amis au Palais devaient veiller au respect de la loi et de l'ordre public... Une vigilance rigoureuse devait conduire à traquer tout rassemblement de jésuites dans une province où ils avaient été appréciés et où ils conservaient des partisans, jusqu'au Parlement et aux états⁸⁸. Aussi est-il aisé de comprendre que les magistrats qui ne leur étaient pas *a priori* hostiles, tel l'avocat général Le Prestre de Châteaugiron, unique survivant du parquet, n'étaient nullement enclins à sévir. D'avisés parti-

86. Voir CHALINE, O., « Le parquet général des Parlements de Bretagne et de Normandie au XVIII^e siècle », dans KAMMERER, O., LEMAÎTRE, A. (dir.), *Le Pouvoir réglementaire*, actes du colloque de Mulhouse, novembre 2002, Rennes, 2004, p. 223-240.

87. Sur tous ces événements, l'étude la plus détaillée, même si elle est ouvertement favorable au procureur général, est celle de B. POCQUET DU HAUT-JUSSÉ, *Le Pouvoir absolu et l'esprit provincial. Le duc d'Aiguillon et La Chalotais*, Paris, 1900-1901, 3 vol. Voir, sur la question des assemblées secrètes, le chapitre IV, du tome III, en particulier les p. 182-194 et 214-215.

88. Le président René-Jacques Le Prestre de Châteaugiron (1720-1792) recueillit dans son château le P. Champion, ci-devant jésuite, et lui confia l'éducation de son fils René-Joseph, le premier de la lignée à ne plus être parlementaire. Certains ex-jésuites étaient restés à Rennes, non loin de leur ancien collège. C'est ainsi qu'ils purent édifier dans l'église paroissiale de Toussaints (différente de celle du collège qui porte aujourd'hui ce nom) un autel à saint Ignace et un autre à saint François-Xavier, M. HEIM, *Ad Majorem Virginis Gloriam...*, op. cit., p. 150 et Garance DONNART, *Une paroisse urbaine au XVIII^e siècle : Toussaints de Rennes*, mémoire de maîtrise université Rennes 2, sous la direction de G. Provost, p. 96-97.

sans de La Chalotais conçurent une habile manœuvre destinée à mettre les autorités dans l'embarras : dénoncer publiquement les assemblées des ci-devant jésuites pour obliger le ministère public à informer contre eux et leurs amis, c'est-à-dire en fait contre lui-même... C'est ainsi que fut diffusé un petit imprimé de quatre pages qui fit un bruit considérable : le *Tableau des assemblées secrètes et fréquentes des Jésuites et de leurs affiliés à Rennes*⁸⁹. On ne pouvait mieux dire que la police et, derrière elle, le parquet général, ne faisaient pas leur travail. Laissons de côté les effets étonnants de ce petit chef-d'œuvre de tactique politique sur une opinion rennaise déjà surexcitée, pour nous intéresser directement à son contenu⁹⁰.

Les « assemblées secrètes et fréquentes des Jésuites et de leurs affiliés à Rennes »

L'introduction est prometteuse :

« Il n'est point de citoyen instruit qui ne doute que la disgrâce et les malheurs de MM. de Caradeuc, de la Chalotais et de Caradeux, Picquet de Montreuil, Charrette de la Gascherie, Euzenou de Kersalaun et Charrette de la Colinière soient le fruit de complots secrets par les ennemis implacables et connus de ces vertueux magistrats : mais ce n'est qu'une présomption vraisemblable tant qu'elle n'est pas accompagnée de preuves littérales : le Tableau que nous présentons au Public est trop détaillé pour ne pas faire preuve et convaincre de la réalité de la conjuration. On jugera, sur le caractère et l'intérêt des Conjurés, sur l'esprit de vengeance qui les anime, sur la connoissance de ce qu'ils peuvent et savent faire, de ce qu'ils se permettent à eux et aux autres, de quoi peuvent être coupables les Magistrats qu'ils poursuivent et calomnient, quel est le principe des traitemens que ces Magistrats essuyent, quelle est la cause des dangers qui les menacent.

C'est principalement depuis les démissions que les Conjurés tiennent fréquemment leurs assemblées clandestines. Là ont été faites les informations secrètes contre les Magistrats détenus et surtout contre MM. les Procureurs Généraux : là sont médités et préparés les prétendus chefs d'accusation sur l'abus du pouvoir etc. sont recherchés et sollicités les témoins, sont dénoncés les parens, les amis, les conseils des accusés : là sont choisis les Espions et distribués ensuite dans tous les coins de la Province etc. »

Sont indiqués ensuite les lieux d'assemblées. Certains d'entre eux sont des maisons religieuses : le petit Séminaire, les Filles du Bon Pasteur, tradi-

89. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 3 D 9.

90. On pourra bientôt se reporter à mon article : « La rumeur de Rennes : "les assemblées secrètes et fréquentes des jésuites" en 1767 », à paraître dans F. Pitou et H. Danssy (dir.), *Les hommes de lois et la politique XVI^e-XVIII^e siècles*, Rennes, 2007. Pour comprendre quelle était l'atmosphère à Rennes après la démission de la majorité des magistrats puis l'arrestation des Caradeuc de La Chalotais père et fils ainsi que de quelques autres, on pourra se reporter au très suggestif chapitre de B. Pocquet du Haut-Jussé, t. II, p. 1-26. Il y a décrit l'hostilité aux « non démis » des virtuoses de l'« épaule rennaise », maîtrisant de manière accomplie l'art de « se détourner de quelqu'un en le toisant dédaigneusement ». Le monde judiciaire était alors plus divisé que jamais et qu'on pouvait désormais envisager avec un mépris ostensible et communicatif les confrères d'un avis différent.

tionnellement bien disposées aux jésuites et sur lesquelles on reviendra, les Calvairiennes de Cucé, dans les mêmes sentiments, ou les Filles de Saint-Thomas, il y a aussi les deux hôpitaux, Saint-Yves et Saint-Méen (servant de maison de force), ainsi que l'Hôtel des pauvres Gentilshommes, fondation de l'abbé de Kergu, dont on reparlera, et enfin les Frères des Ecoles chrétiennes. Mais d'autres assemblées sont censées avoir eu lieu chez des particuliers et deux noms du Parlement se détachent : chez la présidente de Langle et chez M^{me} de Rozily. Sur la nature, la fréquence et même la réalité de ces assemblées, il est difficile de se prononcer aujourd'hui, tant les passions s'en étaient emparées, rendant les sources particulièrement sujettes à caution. Il y eut une véritable rumeur de Rennes à partir de 1767. On peut en mesurer l'existence et la diffusion dans les dépositions suscitées par l'information menée au début de l'été puis reprise en février 1770⁹¹. Mais il est intéressant de voir qui l'auteur anonyme et sans doute bon connaisseur de la société rennaise a estimé judicieux d'incriminer, car l'essentiel du *Tableau* n'est rien d'autre que la liste des noms « de ceux qui forment ordinairement ces assemblées ». Plusieurs catégories de personnes sont dénoncées. La première est celle des prêtres séculiers, à commencer par l'évêque, M^{gr} Desnos. Il est suivi de l'abbé de Langonnet Conen de Saint-Luc, de celui de Saint-Méen, Saint-Aubin qui est aussi grand vicaire, de l'abbé de Kergu, puis de trois prêtres qui ont eu, manifestement un rôle important dans la vie religieuse rennaise du temps. Le P. Boursoul, que nous connaissons déjà, le P. Loysel, chapelain des Calvairiennes de Cucé, qui, à la différence de leurs sœurs du couvent de Saint-Cyr, ne se signalèrent pas par l'hostilité à la Bulle *Unigenitus*, le P. Clémenceau, enfin, qui avait la tare ineffaçable d'être un ancien jésuite devenu prêtre séculier et gardien de l'hôpital Saint-Méen. Qu'il ait quitté la Compagnie dès 1740 importait peu et il fut la cible par excellence d'accusations rocambolesques qui furent le pendant chalotiste de l'attribution au procureur général des lettres anonymes diffamant le roi. Cette même année 1767, sur la dénonciation d'une future tante de Châteaubriand, l'abbé Clémenceau, qui avait dû garder une nuit un nommé Bouquerel compromis dans l'affaire La Chalotais, fut présenté comme l'instigateur d'une tentative d'empoisonnement du procureur général. Il en résulta un procès dont l'ecclésiastique ressortit innocenté⁹².

Mais la dénonciation se poursuit par une deuxième catégorie, celle des « officiers du Parlement rentrés au Palais », autrement dit ceux qui ont accepté de siéger en dépit de la démission de mai 1765. La formule est d'ailleurs inexacte, car si certains sont effectivement revenus après avoir donné leur démission, d'autres ne sont jamais sortis. Voici les noms :

- Farcy de Cuillé, président
- De Brillac, conseiller, congréganiste des jésuites

91. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 1 Bk 11 et 12.

92. Sur ces événements en marge de l'Affaire de Bretagne mais qui montrent bien à quelle effervescence on était parvenu, voir H. CARRÉ, *La Chalotais et le duc d'Aiguillon. Correspondance du chevalier de Fontette*, Paris, 1893, p. 128-139 et B. POCQUET DU HAUT-JUSSÉ, *op. cit.*, t. III, p. 197-198.

- Blanchard du Bois de la Muce
- Conen de Saint-Luc, congréganiste des jésuites
- Auvril de Trévénégat
- Geffroi de la Villeblanche
- Le Prêtre de Chateaugiron, avocat général
- De Coniac, sénéchal de Rennes.

Ajoutons sans plus attendre la partie féminine de la liste qui comprend aussi des noms du Parlement, notamment :

- la présidente douairière de Francheville
- la présidente de Langle de Coëtuhan
- M^{me} de Rozily
- M^{me} de Langle-Fleuriot
- M^{mes} Conen de Saint-Luc, mère et bru
- M^{mes} Bonin de la Villebouquais, sœurs du conseiller.

Une telle énumération, qui est tout sauf innocente, désigne en quelque sorte à la vindicte citoyenne des personnes qui, à défaut d'avoir participé aux assemblées vraies ou supposées, appartiennent réellement à l'élite dévote rennaise.

Qui passe pour proche des jésuites ?

Le mortier est représenté par le président Farcy de Cuillé, neveu de l'évêque de Quimper, démissionnaire en 1765 mais rentré par la suite, d'où la hargne du rédacteur⁹³. Il l'est également par deux présidentes qui jouissaient d'une grande renommée dans les milieux ecclésiastiques. M^{me} de Francheville, portait un nom illustré au Palais et dans la dévotion par l'avocat général Daniel qui était entré dans les ordres avant de devenir évêque de Périgueux en 1693⁹⁴. La gloire du nom tenait aussi à Catherine de Francheville, religieuse mystique qui vécut à Vannes et joua un rôle important dans les Maisons de la Retraite⁹⁵. L'autre présidente, M^{me} de Langle de Coëtuhan, fut sans doute avec le duc d'Aiguillon une des personnalités rennaises les plus haïes par le milieu chalotiste dans ces années, souvent qua-

93. SAULNIER, F., *op. cit.*, n° 437. Jacques-Gabriel-Annibal, conseiller non originaire en 1746, président en 1756. *Généalogie Farcy, op. cit.*, p. 179.

94. SAULNIER, F., *op. cit.*, n° 510. Il mourut en 1702 à Périgueux et choisit d'être enterré chez les visitandines, nouvelle marque de l'imprégnation salésienne de ce milieu parlementaire dévot. Son frère cadet lui succéda comme avocat général. Puis la charge passa à un neveu, Gervais (1684-1755, n° 512) qui devint ensuite président à mortier. C'est le fils de ce dernier, Pierre-Joseph (1717-1756, n° 513) qu'épousa en secondes nocces Bonne-Suzanne Gentil, déjà veuve du conseiller Fouquet de Boucheholière. Elle mourut en 1772, veuve une seconde fois.

95. Sur elle, on pourra d'abord se reporter, dans le genre hagiographique, à la *Vie de la vénérable Catherine de Francheville fondatrice de la Retraite de femmes et de la congrégation des filles de la Sainte Vierge de la retraite de Vannes*, publiée par le postulateur de la cause, Rome, 1907 puis à la mise au point de J. QUÉNIART, « La « retraite de Vannes » à la fin du XVII^e siècle », *Revue de l'histoire des religions*, t. 217, 2000, p. 547-561, qui donne d'autres références.

lifiée ironiquement de « papesse du pays ». Bonne-Thérèse Gardin du Boishamon avait été, au temps de son mariage, une des héritières bretonnes les plus fortunées et venait d'une famille en pleine ascension sociale dont l'enrichissement avait été marqué, ce qui ne pouvait manquer de faire des envieux⁹⁶.

Les Langle appartenaient au noyau de familles du mortier déjà évoquées qui, par leur influence, leur richesse et leurs alliances (Robien, Le Prestre), assurèrent jusque vers le milieu du XVIII^e siècle la stabilité politique du Parlement de Bretagne au profit du pouvoir royal. Dans la branche de Beaumanoir, le président Louis-Jean-François, s'était signalé, dès 1754, lors de l'affaire du refus de sacrements opposé au recteur de Carnac, par un discours courageux dénonçant l'attitude prise par les parlements. Il n'en fut que plus isolé par la suite et finit par ne plus venir au Palais à partir de 1758⁹⁷. Son frère, Daniel-Bertrand, l'évêque de Saint-Papoul était détesté des jansénistes⁹⁸. L'autre branche des Langle, celle du président Louis-Marie de Coëtuhan et de son épouse née Gardin de Boishamon, ne fut pas moins attachée à la bulle *Unigenitus* et au service du roi. Cela leur valut bien des inimitiés, surtout lorsque l'affrontement devint patent entre le procureur général La Chalotais et le groupe de familles formé par les Le Prestre, les Langle et les Robien⁹⁹. La présidente de Coëtuhan, dévote notoire – d'où, dit-on, l'envoi d'un bref de Clément XIII – et belle-sœur de jésuite, se distingua en apportant publiquement son aide et sa protection aux ci-devant jésuites, ce qui lui valut le surnom sarcastique de « refuge du pécheur », par parodie de celui donné à la Vierge dans les Litanies de Lorette. Elle fut la cible de nombreuses invectives lorsqu'on chercha chez les amis des jésuites les instigateurs de la détention des Caradeuc de La Chalotais père et fils. Veuve depuis juillet 1766, elle mourut en 1772, laissant un fils, président à son tour, mais qui dut quitter le Palais après la mort de Louis XV et la disgrâce du chancelier Maupeou. Selon sa volonté, son cœur fut placé dans la chapelle des Visitandines du Colombier¹⁰⁰.

96. Voir BRETON, Y., *La famille Gardin en Bretagne (XVII^e-XX^e siècle)*, Mayenne, 1994, p. 44-46.

97. Voir BERTRAND, G., *op. cit.*, p. 115.

98. De lui, son propre frère le chanoine Augustin de Langle disait que c'était « un évêque qui est connu pour amasser de l'argent ». Il surprit en léguant à sa mort le plus gros de sa fortune aux pauvres de son petit diocèse méridional, G. BERTRAND, *op. cit.*, p. 116 et 215-216.

99. CHALINE, O., « Le parquet... », *op. cit.*, p. 225-226.

100. « Le 19^e novembre mil sept cent soixante douze, le cœur de haute et puissante dame Bonne Thérèse Gardin du Boishamon, veuve de haut et puissant Seigneur Claude-Marie de Langle de Coëtuhan, président à mortier au Parlement de Bretagne, nous a été envoyé par M. le président de Langle son fils, pour estre déposé dans notre sépulture intérieure, selon les volontés testamentaires de M^{me} sa mère, lesquelles nous avons suivies, enfermant ce cher déposit dans la tombe la plus proche de l'autel du costé où on lit l'Évangile; le dit cœur revestu d'une boiste de plomb. Ce que nous certifions véritable, fait à notre second monastère de la Visitation de Rennes dit le Colombier, le mesme jour, dix neuf-vième novembre, mil sept cent soixante-douze », Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 39 H 18, Registre des vêtues, professions et inhumations 1768-1772, p. 8.

Plusieurs conseillers, ou femmes et sœurs de conseillers sont pris également à parti. L'un d'entre eux semble bien avoir été absent de Rennes qu'il avait quittée tant il passait (à tort ou à raison) pour perdu de dettes, c'est Auvril de Trévénégat, né en 1684. Il n'avait pas démissionné en 1765 et son nom fut mis en 1771 sur la liste des membres du Parlement Maupeou, mais il mourut juste après¹⁰¹. Blanchard du Bois de la Musse (1713-1780) n'avait pas davantage démissionné et prit part au Parlement Maupeou¹⁰². Pour lui comme pour le précédent, on ne peut rien dire de leurs dispositions religieuses. Geffroi de la Villeblanche ne semble pas avoir été une personnalité de grand relief. Il avait d'abord signé la démission, puis se rallia au pouvoir royal quand le duc d'Aiguillon entendit rassembler au Palais assez de magistrats pour que la vie judiciaire puisse reprendre¹⁰³. Avec le conseiller de Brilhac, nous retrouvons plus sûrement un noyau dévot. Pierre-René de Brilhac (1709-1776) portait aussi un nom connu à Rennes où son père avait été premier président à la fin du règne de Louis XIV. En 1765, c'était aussi un homme âgé qui se remaria en août de l'année suivante avec la veuve du conseiller de Rosily, Marie-Yvonne de Coetloury¹⁰⁴. Il était donné, comme Conen de Saint-Luc que nous connaissons déjà, pour « congréganiste des jésuites ». Il avait un frère, le commandeur René-Anne-Michel, né en 1713 et dont les historiens de l'architecture ont conservé le souvenir¹⁰⁵. De celui-ci, nous sont parvenus plusieurs plans de châteaux et d'hôtels particuliers¹⁰⁶. Si ces documents ont été utilisés par les chercheurs, on n'a pas assez prêté attention à leurs destinataires pourtant bien intéressants pour notre propos. Dans les années 1770, le commandeur de Brilhac, prêtre et qui fut vicaire général de Poitiers, dessina des plans de châteaux pour les Boisgelin, pour le comte de Chateaugiron à Kerlot, pour le conseiller Bonin de la Villebouquais à Trégranteur, ainsi que des hôtels pour les Coniac, rue de Corbin, et pour les Robien, rue aux Foulons. Les destinataires sont pour certains en famille avec lui, parfois dans le camp hostile à La Chalotais : n'a-t-il pas dressé des plans pour le château de Verret (Veretz) apparte-

101. SAULNIER, F., *op. cit.*, n° 32. Peut-être fut-il simplement mis dans le *Tableau* pour mieux discréditer les autres noms.

102. Voir NOUGARET, R., « Un parlementaire breton au siècle des Lumières : Jean-Baptiste Blanchard de la Musse (1713-1781) », dans *Charpiana. Mélanges offerts par ses amis à Jacques Charpy*, sl., Fédération des Sociétés savantes de Bretagne, 1991, p. 483-491.

103. Le duc notait à son propos, le 2 février 1766 : « Il est fort honnête homme et rempli des meilleures intentions, mais il est faible, irrésolu et a besoin d'être guidé et soutenu », cité par B. POCQUET DU HAUT-JUSSÉ, *op. cit.*, t. II, p. 289. Voir SAULNIER, F., *op. cit.*, n° 556 bis. En mai 1771 il devint président au parlement Maupeou.

104. Il s'agit sans doute d'une belle-sœur de cette Madame de Rozily qui est signalée dans la même liste. Marie-Yvonne de Coetloury se trouva veuve en 1765 du conseiller Mathurin-Olivier de Rozily (SAULNIER n° 1078). Elle mourut le 3 juin 1767, moins d'un an après son remariage avec Pierre-René de Brilhac.

105. LETIEMBLE, I., *Maîtres d'œuvre et commanditaires de la demeure privée au XVIII^e siècle. Les constructions du bassin rennais et de l'arrière-pays malouin*, thèse d'histoire de l'art, sous la direction de Jean-Yves Andrieux, Rennes 2, 2000, voir p. 154-160.

106. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, fonds Coniac, 13 J 53.

nant au duc d'Aiguillon ? Ainsi le dossier du commandeur de Brilhac nous conduit-il tout droit vers une grappe de familles, plutôt dévotes, liées aux jésuites ou passant pour telles et souvent du côté du pouvoir royal lors de l'Affaire. Aussi n'est-il pas surprenant de les voir apparaître dans le *Tableau* émanant de leurs adversaires.

Le conseiller et le commandeur de Brilhac avaient une sœur, Marie-Anne, veuve en premières nocces d'André de Robien, puis remariée au conseiller Jean-François Dynas de Coniac. Le nom de Coniac apparaît aussi dans le *Tableau* avec une figure rennaise de ce temps, le sénéchal Pélage de Coniac, correspondant du contrôleur général Laverdy au moment de l'affaire La Chalotais¹⁰⁷. Le dossier des plans du commandeur peut véritablement être commenté grâce au *Tableau* et aux généalogies parlementaires. Apparaissent enfin dans la liste du *Tableau* les sœurs du conseiller Bonin de la Villebouquais et du chanoine de la cathédrale de Vannes déjà rencontré plus haut. Ce magistrat devait jouir d'une encombrante célébrité. S'il s'était démis en 1765, il rentra l'année suivante pour siéger dans le Parlement que le duc d'Aiguillon et le contrôleur général Laverdy tâchèrent d'étoffer et il devint alors le conseiller-rapporteur de la procédure contre La Chalotais¹⁰⁸. Enfin, par une alliance, à la génération précédente, les Bonin de la Villebouquais étaient (presque) en famille avec un autre personnage connu à Rennes et mentionné par le *Tableau*, l'abbé de Kergu¹⁰⁹.

Il reste à présenter l'avocat général de Chateaugiron, l'unique membre du parquet encore en activité à cette date. Auguste-Félicité Le Prestre de Chateaugiron (1728-1782) est un petit-fils du président de Lézonnet déjà évoqué plus haut et le second fils du président de Chateaugiron, Jacques-René Le Prestre, et de Louise-Jeanne de Robien¹¹⁰. Il appartient donc à un groupe de familles parlementaires de premier plan dans la première moitié du siècle, celui que forment les Le Prestre, avec les Robien, les Langle, les Boissgelin et les La Briffe d'Amilly. Ainsi, situation exceptionnelle dans une cour souveraine provinciale, des liens de famille étroits unissent le premier président La Briffe d'Amilly à plusieurs présidents à mortier et même à un

107. Voir RULLON, C., « Deux figures rennaises : Pélage de Coniac, ancien sénéchal de Rennes (1732-1818) et sa femme Monique Magdeleine Thierry de la Prévalaye (1758-1844) », *Bulletin et Mélanges de la Société archéologique d'Ille-et-Vilaine*, t. LXXVI, 1968, p. 69-92.

108. Il y avait alors deux Bonin de la Villebouquais, René-Jean (1712-1769, n° 114), le père, et Bertrand-Jean, le fils (n° 115). L'un et l'autre furent démissionnaires puis rentrèrent. Le fils seul survivant en 1771 ne siégea pas au Parlement Maupeou. On peut se faire une idée de la vie religieuse de cette famille quelques décennies plus tard en se reportant à l'article de X. FERRIEU, « Les résolutions d'une communiant pendant la Révolution : Anne Bonaventure Bonin de La Villebouquais », *Bulletin et Mémoires de la Société archéologique et historique d'Ille-et-Vilaine*, t. 107, 2003, p. 207-219.

109. En 1724, la mère de l'abbé de Kergu avait épousé en secondes nocces le conseiller Bonin de la Villebouquais, vicomte de Trégranteur.

110. Sur cette alliance et ce qu'elle représente tant politiquement que socialement, voir Gauthier AUBERT, *Le Président de Robien, gentilhomme et savant dans la Bretagne des Lumières*, Rennes, 2001, p. 30-31 et 33-36.

avocat général¹¹¹. Auguste-Félicité fut très vite en butte à l'hostilité des Caradeuc de La Chalotais père et fils. Cadet d'une lignée prestigieuse, riche, dévote et bien disposée envers le pouvoir royal, il fut destiné, non pas au mortier, mais au parquet¹¹². En 1753, il put racheter la charge d'avocat général de La Chalotais promu procureur général, au grand mécontentement de ce dernier qui aurait aimé la transmettre à son fils. Dix ans plus tard, usant de ses relations à Versailles, La Chalotais parvint à faire accorder la survivance de sa charge à son fils. La division était désormais installée plus que jamais dans le parquet. Elle le fut davantage encore, à l'automne 1765, quand les deux procureurs généraux furent arrêtés et incarcérés, bientôt suivis par un des deux avocats généraux. Il ne resta plus des gens du roi qu'Auguste-Félicité Le Prestre de Chateaugiron, fidèle au pouvoir royal. C'était lui en particulier que visaient les partisans de La Chalotais en diffusant le *Tableau* qui laissait clairement entendre que l'avocat général poursuivait les Caradeuc au mépris de la justice et négligeait l'exécution des lois en ne faisant pas informer contre les assemblées secrètes.

Ainsi, les turbulences de l'Affaire de Bretagne laissent entrevoir plusieurs familles dévotes manifestement proches des jésuites¹¹³. Proximité spirituelle ne signifiait pas nécessairement engagement politique contre ceux qui, au Palais, avaient suivi les foudroyantes conclusions de La Chalotais. Mais il n'est pas sans intérêt de produire une dernière liste, celle des magistrats non démis de 1765 et des rentrés de 1766, pour examiner combien de noms déjà connus s'y retrouvent. La crise du printemps 1765 survint pour des raisons d'abord fiscales et pas du tout religieuses. L'expulsion des jésuites n'y avait rien à voir. Lorsqu'il fut question de répondre aux demandes royales par la démission des magistrats, les désaccords devinrent manifestes entre une majorité de 57 voix pour et une minorité hostile de 27 voix, le 20 mai. Quand vint le moment de signer l'acte de démission, quinze magistrats changèrent de camp et rallièrent le parti des « démettants ». L'avocat général de Chateaugiron rapporte ainsi à M. de Keroman : « Le nombre des non démettants est réduit à douze ; mon frère – le président de Chateaugiron –, le président de Cuillé, Villeblanche, Villebouquais, Keroullas, Brilhac et Sauvagère – qui en fait n'a pas signé –, ayant réfléchi que leur refus de signer ne peut produire aucun bien et ne peut empêcher le mal fait et consommé par les démettants, se sont déter-

111. Marie-Anne de La Briffe d'Amilly était devenue la seconde épouse du président René-Jacques de Chateaugiron. Elle confia à un ci-devant jésuite l'éducation de son fils.

112. SAULNIER, F., *op. cit.*, n° 1026. Il épousa en 1761 Jeanne Floyd de Tréguibé, dite affectueusement « la grande prêtresse ». Leur attachante correspondance avec leur oncle, M. de Keroman offre une source très intéressante sur l'Affaire de Bretagne. J'en prépare l'édition. Des extraits ont été publiés par A. Le Moy, « La grande prêtresse », *Annales de Bretagne*, t. 40, 1932-1933, p. 64-97.

113. Le *Tableau* s'achève par la liste des trente ci-devant jésuites présents aux assemblées. Plusieurs étaient d'origine rennaise. Les listes dressées pour le ressort du présidial de Rennes en 1769 nous apprennent que cinq confessaient ou prêchaient au Calvaire de Cucé, plusieurs aussi à Saint-Sauveur, quelques-uns à la paroisse de Toussaints, voire au premier monastère de la Visitation, Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 1 Bk 12.

minés, au moment de la signature, à joindre leur signature à celle des autres, sans adopter les motifs de la démission en elle-même¹¹⁴. » Parmi les ralliés à la signature, on remarqua aussi le président Paul-Christophe de Robien. En revanche, le vieux président de Langle de Beaumanoir (1699-1773) avait refusé de signer, mais ses infirmités le tenaient éloigné du Palais. Il y eut finalement soixante-dix présidents et conseillers pour signer l'acte de démission. Puis quinze autres firent de même par procuration. En fin de compte, il ne resta plus que douze parlementaires dans l'obéissance au pouvoir royal. Si l'énumération des ralliés était déjà éloquent, celle des fidèles ne l'est pas moins. De la Grand Chambre ne restait aucun président, mais les conseillers de Marnière de Guer, Desnos des Fossés, Huart de la Bourbansais, du Parc, de Caradeuc de Keranroy – frère et ennemi juré du procureur général –, Le Borgne de Coetivy. De la Tournelle subsistaient le président de Langle de Coëtuhau, les conseillers de Rozily et Blanchard du Bois de la Musse, de la Première des Enquêtes, le conseiller de la Forest d'Armaillé, de la Seconde le conseiller Conen de Saint-Luc et des Requêtes personne¹¹⁵. Le dernier noyau de fidèles du pouvoir royal est largement composé de magistrats, soit effectivement liés aux jésuites, soit connus comme appartenant à des familles dévotes. Il en va de même pour les ralliés à la signature. La remarque pourrait être étendue aux parlementaires qui acceptèrent de rentrer¹¹⁶.

Lorsque fut mis en place le parlement Maupeou qui dura de 1771 à 1774, plusieurs des magistrats que nous venons d'évoquer acceptèrent d'y siéger¹¹⁷. Ils confirmèrent l'engagement politique qui avait été le leur depuis 1765. Tandis que le premier président, La Briffe d'Amilly, est toujours le même, les autres présidents de la nouvelle Grand Chambre se nomment de Langle de Coëtuhau, Geffroy de Villeblanche, Conen de Saint-Luc et Blanchard du Bois de la Muce. Parmi les conseillers, on remarque le frère

114. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 1 F 1815, lettre du 24 mai 1765.

115. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 4 Fj 4. Liste (hostile) des Présidents et conseillers, à la grecque, du Parlement de Bretagne commençant le 22 mai 1765. Elle comporte un blason avec un if (les deux initiales de « Jean F... ») et la devise en forme d'avertissement « Ne sedeas sub umbras ».

116. En 1768 fut reçu au parlement comme conseiller-clerc, ce qui était une nouveauté en Bretagne, le chanoine L'Olivier de Tronjoly que nous avons déjà rencontré.

117. Passent d'un parlement à l'autre le premier président, le conseiller Desnos des Fossés qui devient président honoraire, les conseillers Du Pont d'Echuilly, de Grimaudet de Gazon (désormais procureur général), de Champeaux, Caradeuc de Keranroy, Blanchard du Bois de la Musse (président), Le Borgne de Coëtivy, Picot de Peccaduc, Conen de Saint-Luc (président), Fourché de Quéhillac (président), de Langle de Coëtuhau, Rolland du Roscoet, des Cognets de Correc. Signalons enfin que trois magistrats du parlement de Bretagne quittèrent Rennes pour siéger au parlement Maupeou à Paris : l'avocat général Le Prestre de Chateaugiron, les conseillers Joseph Avoye de La Bourdonnaye de La Bretesche (1701-1781), qui avait épousé en secondes nocces Marie Gibon du Pargo (morte en 1754), et Jean-Baptiste de Ménardeau du Perray, gendre du précédent depuis son mariage en 1764 avec Jeanne Sidonie de La Bourdonnaye de Liré. Voir les notices qui leur sont consacrées dans Félix, J., *Les magistrats du Parlement de Paris 1771-1791. Dictionnaire biographique et généalogique*, Paris, 1990, p. 110-111, 106-107 et 115-116.

et ennemi juré de La Chalotais, Caradeuc de Keranroy. Parmi les conseillers de la chambre des Enquêtes, on retrouve le père du chanoine de Poulpiquet de Brescanvel. C'était assez pour faire apparaître le chancelier Maupeou comme le vengeur des jésuites et l'homme des dévots.

La conclusion est nette : le « Bailliage d'Aiguillon » si décrié s'est largement recruté dans la magistrature la plus dévote. Il reste à la retrouver dans les fondations charitables.

Magistrats et fondations charitables

Les fondations charitables offrent la possibilité d'une troisième approche du milieu dévot rennais. Au préalable, il convient de rappeler le rôle de certains magistrats dans l'administration des hôpitaux rennais¹¹⁸. Elle était confiée à un bureau de seize directeurs flanqués de l'évêque, du premier président et du procureur général, de l'avocat général, du procureur du roi au présidial. Mais l'usage était d'élire deux présidents à mortier et deux conseillers parmi les seize directeurs. On ne sera pas surpris de retrouver parmi eux des magistrats déjà connus, tel le président de La Bourdonnaye de Blossac jusqu'à sa mort en 1729, le président Louis-François-Joseph de Langle de 1729 à 1738, le président Le Prestre de Châteaugiron ensuite. Ces responsabilités imposaient un certain nombre de générosités telles que quêtes ou pain bénit. Pourtant, nous trouvons aussi plusieurs exemples d'un souci de charité qui va bien au-delà de la simple obligation de tenir son rang. Il faut distinguer ici ce qui est effectué dans des institutions et ce qui relève de la fondation individuelle.

Les institutions charitables urbaines

Dans la première catégorie, en plus de l'hôpital Saint-Yves, dont une partie des religieuses augustines étaient des filles de parlementaires, la communauté du Bon Pasteur bénéficia des soins très attentifs de plusieurs familles de robe, même si les sœurs qui se vouaient à « la conversion des âmes dans la personne des filles pénitentes » n'étaient pas issues du Parlement¹¹⁹. Dès ses commencements, le Bon Pasteur fut sous la protection de quelques familles du mortier, en particulier les La Bourdonnaye-Blossac. En 1687, c'est le président de Blossac qui achète pour cette communauté une rente sur l'Hôtel de Ville de Paris. La présidente de Blossac veille sur le couvent. Après elle, c'est la présidente de Cornulier qui lui succède. Dans la décennie 1720, alors que M^{lle} Odyé était déjà la supérieure de la maison, se rassemblait autour d'elle « un petit cénacle où se retrouvaient

118. Voir CHAPALAIN-NOUGARET, Christine, « Les établissements hospitaliers et d'assistance à Rennes au XVIII^e siècle », *Bulletin et Mémoires de la Société archéologique d'Ille-et-Vilaine*, t. 89, 1987, p. 71-143, aussi *Misère et assistance dans le pays de Rennes au XVIII^e siècle*, Nantes, 1989, p. 283-289.

119. LEMAÎTRE A.-J., « L'institution du Bon Pasteur au XVIII^e siècle », *Mélanges de la Société historique et archéologique de Bretagne*, t. LXIII, 1986, p. 247-257.

la présidente de Marbeuf, la sénéchale de Ruberso, M^{lle} du Poulpry, la “pro-cureuse générale” Huchet de la Bédoyère, la présidente de Langle, le sage et pieux Arot¹²⁰ ». Coexistaient ainsi différentes modalités de dévotion dans un même souci de charité : M^{me} de La Bédoyère, fort hostile à la Bulle, aussi bien que des dames proches des jésuites. Il y avait avec elles l’avocat Joseph Arot, personnage méconnu, mais qui semble bien avoir été l’auxiliaire juridique indispensable à la vie de plusieurs œuvres et fondations, dans l’ombre des grandes familles parlementaires¹²¹. Le chantier de reconstruction des bâtiments du couvent, dans les années 1740, permet de saisir qui protégeait et aidait alors la communauté¹²².

En 1743, le supérieur de l’établissement était le P. Jamois, recteur de Saint-Aubin, assisté de trois autres prêtres, dont le P. Boursoul. Quatre ans plus tard, il fut résolu de rebâtir la maison. La bénédiction de la première pierre eut lieu, le 20 juillet 1747, par le chanoine Jean-François de Guersans, en présence de M^{lle} Ody, du P. Jamois et de la supérieure protectrice, Marie-Anne de la Tronchaye, veuve du président Charles de Cornulier. Une contestation qui survint peu après avec le maire et les échevins pour une question d’alignement, nous permet d’apprendre qu’on consulta à ce propos quatre avocats, MM. de Martigné, Pépin, Begnerot et Anneix, ainsi que les présidents de Cornulier et de Catuélan. Plus intéressante encore est la liste des donateurs de l’argent utilisé pour la reconstruction à la date du 17 août 1748 :

- 1 000 lt la présidente de Cornulier
- 3 000 lt le président et la présidente de Langle
- 2 000 lt le RP Kersaint, jésuite
- 450 lt M^{me} Huart de la Bourbansais
- 300 lt en exécution du testament de feu M^{me} Montreuil (Picquet de Montreuil ?)

120. POCQUET DU HAUT-JUSSÉ, B., « La vie temporelle des communautés de femmes... », *op. cit.*, p. 339.

121. Les seuls éléments biographiques à son sujet sont fournis par l’abbé Tresvaux, le continuateur de Dom Lobineau, *op. cit.*, t. V, p. 409-417, qui reprend l’abbé Carron, *Vie des justes dans l’étude des lois ou dans la magistrature*, Paris-Lyon, 1816. Né à Nantes le 24 mars 1680 dans une famille d’origine vitréenne, il songea d’abord à entrer en religion, envisageant même les chartreux. Dissuadé par son directeur de conscience, il devint avocat, tout en pensant encore rejoindre l’Oratoire. En définitive, il épousa une de ses parentes en 1707. Ils eurent (au moins) 5 enfants, trois fils (deux ecclésiastiques et un avocat) et deux filles. Arot fut un avocat renommé. On lui attribue l’établissement du concours pour l’attribution des cures, la translation des écoles de droit de Nantes à Rennes, ainsi qu’un rôle important dans la reconstruction de Rennes après l’incendie de 1720, notamment pour l’église Saint-Sauveur. À partir de 1724, il se limita à un travail de cabinet, conseillant couvents et familles parlementaires. L’abbé Tresvaux qui dresse le portrait édifiant d’un laïc modèle, précise qu’il passait chaque matin trois heures à l’église, communiait fréquemment, faisait preuve d’une grande piété mariale et lisait assidûment le *Nouveau Testament* et *l’Imitation de Jésus-Christ*, *op. cit.*, p. 414. Par le registre (Arch. dép. d’Ille-et-Vilaine, 10 J 4) de son fils qui fut expéditionnaire en Cour de Rome, on apprend qu’Arot père détenait des reliques envoyées de Rome. Je remercie Georges Provost de cette précision.

122. Arch. dép. d’Ille-et-Vilaine, 29 H 12, Registre des professions, 1740-1768.

- 500 lt environ acte de feu M. de la Touche Trébris (Trébry)
- 200 lt feu M^{me} des Nétumières
- 6 000 lt par les mains de M. Boursoul.

Le P. Boursoul est encore là, le 17 juillet 1749, quand est consacrée la nouvelle chapelle, en présence de la présidente douairière de Cornulier et de M^{lle} Le Prestre de Lézonnet¹²³. La veuve du président de Cornulier est une personne fort active dans le Rennes dévot du milieu du siècle. Elle a perdu en 1738 son mari, un magistrat savant dont la bibliothèque manifeste éloquentement l'attachement qu'il avait pour la religion¹²⁴. Non seulement elle protège le Bon Pasteur, mais elle cherche, dans les mêmes années, à faire venir à Rennes une congrégation spécialisée dans les retraites féminines. Même si tout est loin d'être élucidé, ses démarches sont perceptibles grâce aux archives laissées par les Dames Budes directement menacées par cette initiative¹²⁵. Il semble, sans que cela soit dit explicitement, que la concurrence que la présidente voulait introduire à Rennes ait été celle des Dames de la Retraite. Mais la tentative tourna court à cause de la résistance des Dames Budes, appuyées par leur directeur, M. de La Borderie et par l'évêque M^{gr} de Vauréal, sans doute aussi par les jésuites et par la ville. L'affaire ne laisse pas d'être instructive. Elle rappelle que les dévots ne formaient aucunement un monde uni aux efforts concordants. La concurrence entre les ordres religieux était une réalité, tout comme celle entre les familles qui les protégeaient ou les aidaient¹²⁶. Surtout, il apparaît clairement que dans le Rennes de 1750 il n'était pas encore impensable de se comporter comme une fondatrice du siècle précédent.

Comme autour du Bon Pasteur, c'est bien un ensemble de familles désormais familiaires que nous rencontrons autour de la Marmite des pauvres tenue par des Sœurs de la Charité¹²⁷. Il s'agit d'un bureau de charité fondé en 1643, avec trois puis quatre Filles de la Charité, afin de « sou-

123. Ce pourrait bien être Louise-Rose Le Prestre, chanoinesse de Neuville.

124. Charles René de Cornulier (1692-1738) fut conseiller en 1715, président en 1727, voir Saulnier n° 341. Sa bibliothèque est présentée par J. Quéniart, *Culture et société urbaine...*, op. cit., p. 238, 40 % de sa bibliothèque relève du religieux, ce qui, dans les années 1730, est considérable. Sa demi sœur Elisabeth avait épousé le conseiller Jean-Paul Hay, Saulnier n° 663, d'une famille que nous avons déjà rencontrée plusieurs fois.

125. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 34 H 4. Une fois encore, je dois exprimer ma reconnaissance à Georges Provost qui m'a signalé cette piste. Les documents conservés permettent de comprendre les positions contradictoires. L'enjeu était de savoir si les Dames Budes devaient limiter leur activité à l'enseignement (petites écoles, pensionnat) ou bien porter leurs efforts davantage sur l'organisation de retraites prêchées par les jésuites.

126. Les Dames Budes avaient déjà été l'occasion d'un conflit entre familles nobles, en 1722 lorsqu'il fallut nommer à une place vacante, voir E. Daniellou, op. cit., p. 179. L'affaire fut portée devant la justice qui eut à trancher entre M^{lle} du Bouilly Fretay « parente de M. Bude par demoiselle Louise de Cogenvall veuve de M. du Harlay, par M^{me} du Tiersans, par demoiselle Janne du Louet de Cogenvall et par M. et M^{me} de Chateaugiron » et M^{lle} Le Prestre « parente au 3^e degré de la dame Bude du côté maternel », qui finalement eut gain de cause, Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 34 H 4.

127. Voir HARDOUIN, Paul, « La marmite des pauvres et la fondation des Sœurs de la Charité à Rennes », *BMSAIV*, t. LXX, 1956, p. 41-77.

lager les pauvres et nécessiteux de cette ville et faubourgs, renfermés dans leurs maisons » : gens de famille nécessiteux et qui ne veulent pas se montrer, vieillards, artisans blessés ou malades, enfants et orphelins. Parallèlement, la congrégation des Messieurs portait aussi secours aux pauvres honteux. En 1694, furent établies deux sœurs supplémentaires destinées au soin des pauvres prisonniers. La rente de 225 livres destinée à leur entretien fut versée par le conseiller puis président Claude-René Le Feuvre de la Falluère et son épouse Louise de Senonville¹²⁸. La marmite était dirigée par plusieurs directeurs et administrateurs, au nombre de six dans le nouveau règlement de 1762 qui prévoyait statutairement comme président l'évêque de Rennes, assisté d'un président à mortier, d'un conseiller au Parlement, d'un grand vicaire et de deux bourgeois.

Les magistrats directeurs élus de la marmite nous sont, pour la plupart, déjà connus¹²⁹ :

- 1706-1716 conseiller de la Courneuve-Cormier
- 1702-1712 premier président de Brilhac
- 1716-1725 président de Marbeuf
- 1716 conseiller Fouquet de Chalain
- 1726-1729 président de La Bourdonnaye-Blossac
- 1726-1765 président Le Prestre de Chateaugiron
- 1729-1741 conseiller Grimaudet de Gazan
- 1742-1754 conseiller de La Motte-Picquet
- 1755-1777 conseiller de Brilhac de Génétay
- 1763-1775 président Le Prestre de Chateaugiron fils
- 1775-1785 président de Robien
- 1777-1786 conseiller Picquet de Montreuil
- 1785-1790 président Le Vicomte de La Houssaye
- 1786-1789 conseiller de Guerry
- 1789-1790 conseiller de Kersalaün.

Un rapide examen de la liste suffit à se rendre compte que se succèdent dans les fonctions d'administrateurs des membres de familles à la fois réputées dévotes et en vue à Rennes. On peut noter une inflexion dans le choix de ces personnalités, l'apparition sous Louis XVI de figures notoires de la contestation bretonne des années 1760 : Picquet de Montreuil puis Kersalaün. Plus qu'un choix politique, c'est peut-être bien le reflet de l'évolution du Parlement dont disparaissent les grandes familles fidèles au pouvoir royal et où s'imposent des lignées qui se sont illustrées dans l'opposition¹³⁰. Mais la marmite est d'abord l'affaire de dames de la haute société rennaise, telle que dans les

128. HARDOUIN, P., *op. cit.*, p. 49-50. Le Feuvre de la Falluère fut conseiller en 1687, président en 1695, il mourut en 1739. Sa veuve lui survécut jusqu'en 1742.

129. La liste est donnée par P. HARDOUIN, *op. cit.*, p. 73-74. J'ai ôté de la liste le conseiller Auvril indiqué à tort pour 1788-1789 alors qu'il était mort depuis 1771.

130. Sur les changements de la composition du Parlement de Rennes, CHALINE, O., « Parlementaires bretons et normands au XVIII^e siècle. Deux élites provinciales », dans PONTET, J., FIGEAC, M., BOISSON, M. (éd.), *La noblesse de la fin du XVI^e au début du XX^e siècle, un modèle social?*, Anglet, 2002, p. 67-86.

années 1760-1770 Catherine-Judith-Guyonne Aubert du Lou, l'épouse du président Louis-Marie de Langle de Beaumanoir¹³¹.

Au secours de la noblesse pauvre

Une dernière institution est enfin à considérer pour saisir le milieu dévot parlementaire, même si elle ne le concerne pas uniquement, c'est l'hôtel des Gentilshommes fondé par l'abbé de Kergu. Il s'agissait de créer un établissement destiné à donner à des gentilshommes pauvres une éducation conforme à leur naissance mais que la pauvreté de leur famille leur interdisait. L'édit royal d'érection vint en mars 1748, fut enregistré au Parlement le 13 mai suivant. Des Lettres patentes portant statuts et règlements de l'Hôtel furent données le 30 juillet 1749, enregistrées le 18 janvier 1750. Un tel projet s'inspirait en partie de celui formé un siècle auparavant, en 1643, par un prêtre qui était aussi un magistrat, le conseiller Le Gouvello de Keriolet¹³². L'idée est reprise en 1738 par le président de Robien, mais sans plus de succès¹³³. C'est un autre prêtre, lié à des familles parlementaires, qui parvint à créer cet établissement, François-Joseph de Kergu (1713-1783)¹³⁴. Il rapporta lui-même à l'abbé Caron, vicaire à Saint-Germain de Rennes, comment l'idée lui en était venue : « Monsieur de Kergu était dans sa grande jeunesse, lorsque, se trouvant chez M. de la Garaye, ce seigneur déplora devant lui la triste situation de la pauvre noblesse et développa les ressources qu'offrirait une maison où la Patrie élèverait les enfants des pauvres gentilshommes, ajoutant qu'il en avait récemment conféré avec quelques dames, mais qu'il croyait que pour le bien de la chose il faudrait un prêtre à la tête de cette maison. "Faites-vous prêtre, dit-il, au jeune de Kergu, et vous deviendrez l'instituteur de cette fondation". Le jeune homme alors dans ses Humanités ne put lui répondre d'une manière positive¹³⁵. » Il y a donc une filiation entre l'Hôtel des Gentilshommes et ce parlementaire charitable que fut le conseiller Marot de la Garaye. C'était aussi une manière d'adapter à la Bretagne et à des garçons le modèle de la Maison royale de Saint-Cyr¹³⁶. Le point de départ fut la maison achetée par l'abbé de Kergu, rue Saint-Thomas à Rennes en 1744 ou 1745. Grâce à un don de 30 000 livres fait par les états en 1752, il put faire édifier un bel hôtel qui, transformé en caserne, fut endommagé par les bombardements de 1944

131. BERTRAND, G., *op. cit.*, p. 223.

132. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 7 D 1. *Établissement de l'hôtel des Gentilshommes sous la protection des Etats de Bretagne*, livret anonyme publié en 1750 à Rennes chez Joseph Vatar, imprimeur ordinaire des États.

133. AUBERT, G., *Le président de Robien...*, *op. cit.*, p. 159.

134. Abbé GUILLOTIN DE CORSON, « L'abbé de Kergu, sa famille, sa fortune, ses œuvres », *Revue de Bretagne, Vendée, Anjou*, 1892, 1^{er} semestre, p. 29-48 et 101-122.

135. Cité par l'abbé Guillotin de Corson, d'après le livre que l'abbé Caron consacra aux époux Marot de la Garaye, *Les Époux charitables*, p. 167.

136. À la différence de Saint-Cyr, l'âge de réception était de 7 ans jusqu'à 12. Les pensionnaires devaient étudier dans le Collège de Rennes et recevoir en outre une formation convenable à leur naissance.

puis rasé. Les états (où la noblesse exerçait désormais une très grande influence) acceptèrent de prendre en charge 27 places tirées au sort, trois pour chacun des neuf évêchés bretons. Mais il y eut aussi 13 fondations particulières, dont deux étaient dues à des parlementaires (La Garaye et Robien¹³⁷) et deux à une famille qui avait siégé au Palais (du Breil, de Pontbriand et de la Caulnelaye). Deux gentilshommes par évêché étaient établis pour recevoir les dons en faveur de l'établissement et, avec l'évêque du lieu ou son premier grand vicaire, fournir des attestations de pauvreté des candidats. Les parlementaires n'étaient que peu représentés, sauf par La Garaye en personne, pour Saint-Malo. Appartenaient à des familles qui avaient siégé au Palais, le marquis des Nétumières pour Rennes, le comte de Talhouët-Boishorand, pour Vannes.

Si les familles parlementaires étaient peu présentes dans la gestion de cet établissement masculin, il n'en alla pas de même pour son pendant féminin, l'Hôtel des Demoiselles¹³⁸. Il fut confié aux Dames hospitalières de Saint-Thomas de Villeneuve et installé, faubourg d'Antrain, dans l'hôtel de la Chasse, acquis par l'évêque, M^{gr} Bareau de Girac. Le nombre des places s'accrut au fur et à mesure des fondations : aux onze primitives établies par la famille royale (six d'entre elles étant à la nomination des états), s'ajoutèrent les quatre offertes par M^{gr} de Girac (trois pour des demoiselles de son diocèse), puis les trois fondées par la noblesse à la requête du comte de Boisgelin en 1780, ce qui permettait désormais d'en avoir une par diocèse (six plus trois), et enfin une dernière grâce à M^{me} de Montmorin en 1785. Le Bureau d'administration comprenait, en plus de l'évêque de Rennes, de l'abbé de Kergu et de la supérieure des religieuses, six dames de charité, parmi lesquelles M^{me} de Montluc (La Bourdonnaye) et M^{lle} de Bruc¹³⁹. Ces deux fondations destinées à la noblesse pauvre de toute la Bretagne échappaient largement au milieu parlementaire, même s'il n'en était pas complètement absent.

La charité familiale et individuelle

Il retrouve toute son importance si on examine les fondations que des magistrats effectuèrent au cours du XVIII^e siècle, soit à Rennes, soit sur leurs terres. Trois familles se détachent, dont aucune n'est pour nous maintenant complètement inconnue. Chronologiquement, la première est celle des époux Marot de la Garaye¹⁴⁰. Le conseiller Claude Marot (1675-1755)

137. Il se pourrait que ce soit en fait une fondation de la marquise de Kernezné de La Roche, héritée par ses neveux Robien.

138. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 8 D 1.

139. La famille de Bruc était apparentée aux Le Prestre de Châteaugiron, par le mariage, en 1712, du conseiller Jean-Baptiste (1686-1759, Saulnier n° 216) avec Marie-Thérèse Le Prestre de Châteaugiron, fille du président René, et aux Blanchard de la Musse.

140. Sur eux, voir l'étude du docteur J. GASTARD, « Claude et Marguerite Marot, comte et comtesse de la Garaye », *La mémoire de Saint-Germain*, 1998, p. 1-111. Sur le conseiller, SAULNIER, F., *op. cit.*, n° 867.

épousa en 1701 Marguerite-Marie Picquet, fille du greffier en chef du Parlement. Ce cadet, avant d'être reçu conseiller en 1701, avait d'abord rêvé d'une carrière militaire et avait servi, notamment pendant la guerre de la Ligue d'Augsbourg. Mais la mort de son frère aîné Guillaume (époux d'une Marbeuf) le poussa vers le Palais où sa famille possédait une charge de conseiller. Il semble que la mort de son beau-frère, M. du Breil de Pontbriand ait marqué les époux, qui sans enfants, se consacrèrent à des œuvres de charité, notamment sur leurs terres dans la paroisse de Taden près de Dinan¹⁴¹. Mais ils firent davantage que d'être généreux en aumônes et en travaux pour occuper les pauvres. Ils se rendirent à deux reprises à Paris pour y acquérir des connaissances médicales. Il semblerait qu'il ait ainsi appris au moins des notions de médecine, de chirurgie et de chimie, tandis qu'elle se formait à l'utilisation des pansements et des vertus des plantes. Leur château de la Garaye devint ainsi un hôpital et un centre de diffusion de connaissances pratiques. Deux ouvrages témoignent de ces préoccupations, le premier intitulé *Recueil alphabétique des prognostics dangereux et mortels sur les diverses maladies, à l'usage de MM. les recteurs et autres*, publié à Paris en 1730, le second, *Chimie hydraulique pour extraire les sels essentiels des végétaux, animaux et minéraux avec l'eau pure*, en 1746. Marot de la Garaye mourut en 1755, laissant pour plus de 100 000 livres en dons pour les pauvres.

Un deuxième exemple de magistrat charitable est fourni dans les années 1760 par le président Louis-Charles de La Bourdonnaye-Montluc (1704-1775)¹⁴². À la mort de sa sœur, Françoise-Marie, veuve de du comte de la Garlaye, le 8 février 1767, il se trouva devenir l'unique héritier de cette dame qui était elle-même seule héritière de son fils, Michel-François, capitaine de dragons prématurément décédé. Ce jeune homme s'était signalé à l'ouverture des états de 1762 en réclamant véhémentement le retour des jésuites expulsés par le Parlement, ce qui avait entraîné une forte émotion dans l'assemblée. Il avait fallu que le duc d'Aiguillon en personne, peu suspect d'hostilité envers la Compagnie, vienne calmer les esprits de la noblesse mécontente du Parlement, afin que les états ne fassent pas trop mauvais accueil aux demandes fiscales du pouvoir royal qui avait laissé faire... Le comte de La Garlaye avait aussi remis, la même année, à M^{sr} Desnos 20 000 livres pour permettre le rachat en secret de l'argenterie de l'église et des chapelles des jésuites afin de la mettre à l'abri¹⁴³. Ajoutons

141. Nous avons déjà rencontré M^{me} de Pontbriand, née Marot de La Garaye dans la première partie de cette étude.

142. Voir l'étude que vient de lui consacrer Gauthier Aubert, « Un grand seigneur agronome et charitable au XVIII^e siècle : le président de La Bourdonnaye-Montluc », dans PTHOU, F. (dir.), *Élites et notables de l'Ouest, XVI^e-XX^e siècle. Entre conservatisme et modernité*, Rennes, 2003, p. 139-152.

143. L'affaire est racontée par HEYM, M., *op. cit.*, p. 85-86. L'argenterie fut ainsi sauvée et mise en dépôt au Grand Séminaire pour être rendue un jour aux congrégations dont on espérait la résurrection. Si au bout de 40 ans, ce n'était pas le cas, elle devait être partagée, un tiers allant au Grand Séminaire, un tiers au Petit, le tiers restant devant servir à payer les pensions de pauvres ordinands. Après les décès rapprochés du fondateur puis

enfin que l'oncle paternel de ce jeune militaire, M^{sr} François-Marie de La Garlaye (1743-1776), était évêque de Clermont depuis 1743. M^{me} de La Garlaye était morte sans avoir pu mener à bien un projet qui lui tenait à cœur, comme le rapportèrent les avocats Arot (fils) et de la Chenardaie dans l'acte de fondation qu'ils présentèrent au nom du frère de la défunte :

« Lesquels ont dit, que lad. Feue Dame comtesse de la Garlaye avait considéré qu'une des choses qui devoient exciter la piété et le zèle des fidèles, étoit le désir de pourvoir à la subsistance des Ministres de l'Évangile, qui ayant consacré leurs jours aux travaux du Saint Ministère, pour le service de Dieu et le salut des âmes, se trouvoient dans l'indigence et hors d'état par leur grand âge et leurs infirmités de pouvoir vacquer aux saintes fonctions auxquelles ils s'étoient destinés.

Que lad. Dame comtesse de la Garlaye avoit en même temps considéré, que, si d'un côté, les Hôpitaux qui sont l'asyle de la pauvreté, bien loin de répugner à ces Ecclésiastiques indigens, devoient au contraire leur être chers et précieux, à l'exemple de Jésus Christ ; d'un autre côté, le respect dû au caractère dont sont revêtus ces Ecclésiastiques, ne permettoit pas qu'ils fussent confondus dans la foule des gens malheureux qui y sont reçus et admis¹⁴⁴. »

Six places furent établies pour six pauvres prêtres, infirmes ou âgés, hors d'état d'exercer leur ministère et une septième était destinée à un domestique. Pour cela fut donnée une somme de 80 000 livres, produisant 3 200 livres de revenu et une autre de 50 000 livres afin de finir l'aile de l'Hôpital des Enfants trouvés de manière à y aménager sept chambres au premier étage, une cuisine, une salle à manger et une salle pour recevoir les visiteurs au rez-de-chaussée, ainsi qu'une bibliothèque publique pour le clergé rennais au deuxième étage. Le comte de Montluc, comme héritier, confirma ce qu'il devait exécuter en y apportant deux modifications : il aurait, lui puis ses successeurs, le droit de nommer à une des places, les autres revenant à l'évêque, et il pourrait envoyer au même hôpital un enfant pauvre, légitime ou illégitime, d'une de « ses » paroisses. Il n'est pas surprenant de retrouver, agissant au nom du comte de Montluc, l'avocat Arot qui, comme son confrère La Chenardaie, était du nombre des directeurs et administrateurs des hôpitaux de Rennes. La fondation fut acceptée et un extrait des délibérations du Bureau général des hôpitaux, du 5 février 1775, nous apprend qu'en plus des dispositions de 1767, le président de Montluc avait à sa disposition un lit à l'hôpital des incurables et jouissait du droit de nommer un enfant pauvre et un autre scrofuleux¹⁴⁵.

Ce magistrat qui, avant la mort de sa sœur, s'était moins signalé par ses préoccupations charitables que par son souci de l'agronomie, ne se limita

de sa mère, le président de Montluc devint l'héritier. Il alla de surprise en surprise quand il s'enquit du devenir de ce dépôt confié à la garde épiscopale. M^{sr} Desnos, devenu entre-temps évêque de Verdun n'en avait cure. Quant à son successeur, M^{sr} Bareau de Girac, il vendit tout simplement l'argenterie, tant et si bien qu'en 1770 une ordonnance épiscopale fit profiter les séminaristes des secours ainsi obtenus bien avant le délai fixé.

144. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, Fonds La Bourdonnaye-Montluc, 23 J 8, *Fondation faite en l'Hôpital général de Rennes par le comte de Montluc 15 avril 1767*, imprimé de 32 pages, p. 3.

145. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 23 J 9.

pas au seul rôle d'exécuteur testamentaire. Des Lettres patentes de janvier 1773 mettent en lumière une fondation qui semble lui revenir, puisqu'elles permettent l'établissement d'une maison de charité dans la paroisse de Derval, moyennant l'achat d'une maison pour la somme de 7 700 livres, avec trois sœurs visitant les pauvres, leur fournissant des remèdes, la subsistance à l'occasion, tenant une école pour les filles qu'elles devaient instruire de la religion et des travaux auxquelles elles seraient propres.

Un dernier exemple nous sera donné par M^{lle} de Kerdréan, une Langle, de la branche de la Boullaye et du Plessix, autrement dit la belle-sœur de la présidente de Coëtuhan dont nous vîmes le soutien apporté aux ex-jésuites. Louise-Dominique de Langle (1709-1784) était la sœur du président Claude-Marie de Coëtuhan et de Michel-Anne (1706-1764) qui fut chanoine de Vannes. Elle demeura célibataire, vivant au couvent de la Visitation¹⁴⁶. C'est de là qu'elle fonde, en 1776, moyennant la somme de 4 000 livres, un lit à l'Hôpital Saint-Yves de Vannes que tenaient les Filles de la Charité. Puis en 1780, elle donna 6 000 livres pour fonder une place d'élève à l'Hôtel des Demoiselles à Rennes :

« Nous Demoiselle Dominique de Langle, persuadée de l'avantage des maisons d'éducation gratuite pour la pauvre noblesse, instruite qu'il s'en forme une à Rennes pour élever de pauvres jeunes demoiselles de Bretagne convenablement à leur naissance et désirant y contribuer en y fondant une place à laquelle nous nommerons l'élève notre vie durant, et de laquelle aura aussi le droit de présenter le brevet le chef de nom et d'armes de notre famille, et à son défaut, l'aîné, notre plus proche parent, toujours de préférence à celle qui se trouveront nous appartenir ou être de nos alliés¹⁴⁷. »

La charité, pour les Langle comme pour les La Bourdonnaye, s'exerce dans un cadre qui est celui du droit de patronage, comme une prérogative seigneuriale. Elle est aussi une affaire familiale, lignagère avec un ordre de transmission des droits qu'elle a ouverts ainsi qu'une définition des bénéficiaires qui est conforme aux intérêts de la parenté.

Un couple sans enfants, un héritier fortuné et avec postérité, une vieille demoiselle fière de son nom, les profils de dévots charitables sont variés. Ce ne sont là que trois exemples. Il est vraisemblable qu'un examen méthodique tant des fonds familiaux que des archives paroissiales ferait apparaître d'autres fondations en faveur des pauvres¹⁴⁸. Il reste à évoquer pour finir ce qui n'apparaît qu'au hasard des sources : la charité individuelle. Très

146. C'est une marque de plus de la dévotion salésienne dans cette famille qui protégea les visitandines. Le dernier des neveux de M^{lle} de Kerdréan, issu du mariage de son frère le président avec Bonne Gardin, se nommait précisément François de Sales.

147. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 15 J 137, extrait des registres du Bureau de l'Hôtel des Demoiselles, 5 février 1781.

148. Signalons seulement, dans le fonds de l'autre branche Langle, celle de Beaumanoir, Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 21 J 25, pièce 984, extrait du registre de délibérations d'Evran, 4 juin 1775, fondation faite par Louis-Marie de Langle et sa belle-sœur la présidente de Langle pour des messes du matin et pour les pauvres. C'est encore l'avocat Arot que nous retrouvons faisant l'intermédiaire entre les fondateurs et le général de la paroisse.

mal vue par les penseurs des Lumières qui l'accusent d'entretenir la faim, la misère et la pauvreté, elle reste un devoir pour nombre de membres fervents du milieu parlementaire. Le livre de comptes du président Louis-Marie de Langle de Beaumanoir montre la fréquence des aumônes¹⁴⁹. On y trouve les quêtes pour les diverses paroisses, pour des confréries ou des couvents, comme de l'argent distribué au hasard des rencontres. La naissance de chacun des enfants que lui donne Catherine Judith Guyonne Aubert du Lou est aussi saluée par des offrandes, au couvent de la Providence « pour l'heureuse délivrance de Madame », aux pauvres – dont le parrain et la marraine – et aux prisonniers. Encore dans les dernières années du règne de Louis XV, le pauvre conserve ici quelques traits de la figure du Christ. Le 24 septembre 1770 mourut à Châteaugiron une jeune fille du pays âgée de 17 ans, Anne-Marie Gilbert-Auverger. Elle avait été instruite chez les bénédictines puis les hospitalières de Vitré. De retour chez ses parents, elle s'était signalée par sa générosité, ce qui attira l'attention du châtelain, le président de Châteaugiron qui la chargea de distribuer les secours¹⁵⁰. La bienveillance de ce magistrat est attestée par ailleurs par les dons d'objets liturgiques faits à l'église du village qui n'est autre que la chapelle du château¹⁵¹. Dans les années suivantes, c'est aussi à la charité par la pratique de l'aumône que la Mère Marie de Chantal Hay des Nétumières incitait ses élèves et anciennes élèves du pensionnat de Notre-Dame de la Charité du Refuge¹⁵².

•

Plusieurs traits peuvent être mis en évidence. Le premier est que l'élite laïque dévote rennaise du XVIII^e siècle est bien d'abord parlementaire. Rien de surprenant dans un tel constat puisque les magistrats dominent de très haut la société urbaine. L'exemplarité sociale qui est la leur se fait sentir dans tout l'édifice judiciaire, notamment chez les avocats souvent associés, à leur rang, non seulement à l'activité du Palais mais aussi aux mani-

149. BERTRAND, G., *op. cit.*, p. 203-206, 222. Il en va de même pour le président de La Bourdonnaye-Montluc, AUBERT, G., « Un grand seigneur... », *op. cit.*, p. 147.

150. Voir la notice par l'abbé Tresvaux, dans Dom LOBINEAU, *op. cit.*, p. 1-46. « La Providence lui offrit, surtout dans le seigneur de la paroisse, une ressource abondante. Le marquis de Châteaugiron avait chargé une demoiselle de répandre les secours considérables qu'il destinait annuellement aux pauvres de ses terres. Mais l'affreuse misère qui désola la Bretagne pendant 1769 et 1770, mit bientôt cette demoiselle hors d'état de pouvoir suffire elle seule à cet emploi [...]. Alors le marquis fit prier M^{lle} Gilbert de passer à son château; il ne la connaissait encore que par sa réputation, il la chargea d'immenses aumônes pour toutes les familles qu'elle avait adoptées comme les siennes », p. 27-28. « Le marquis de Châteaugiron, extrêmement touché de cette mort, voulut voir M. Gilbert pour le consoler et se consoler avec lui d'avoir perdu, disoit-il, sa petite Aumônière, dont la vertu donnait un nouveau prix à ses aumônes », p. 44. Notons que le président suivait l'exemple de son père qui, en 1760, avait fait venir un médecin de Rennes à ses frais, payé remèdes et aliments et entretenu cinquante familles, MOREL, F., *Clergé et vie religieuse à Châteaugiron au XVIII^e siècle*, maîtrise Rennes II, 1990, sous la direction de J. Quéniart, p. 182-183.

151. Le retable, déjà remplacé en 1709, le fut à nouveau en 1785, voir MAUGER, M. (dir.), *Mémoires. Le patrimoine religieux, Association historique du pays de Châteaugiron*, n° 3, 2000, p. 27-28.

152. Abbé TRESVAUX, *op. cit.*, t. V, p. 485.

festations de la charité. C'est dans le barreau qu'on trouve Poullart des Places père, Arot père et fils ou Poullain du Parc. Toutefois, il ne faudrait pas réduire à une simple imitation des élites le réel engagement des avocats et procureurs dans les paroisses et les œuvres. Celui-ci, déjà perceptible au XVII^e siècle, apparaît d'autant plus que, désormais, les lignées parlementaires, dévotes ou non, ne sont plus du tout désireuses de se mêler à des gens qui ne sont pas de leur rang dans les généraux de paroisses abandonnés précocement aux magistrats des juridictions subalternes, aux avocats et aux procureurs. À la différence de Rouen, le mouvement est sans retour. Mais les parlementaires les plus fervents et leurs épouses continuent d'être bien présents dans les institutions charitables dont le réseau est particulièrement dense à Rennes, ce qui n'est pas sans évoquer Dijon à la même époque¹⁵³. C'est une chance documentaire pour nous car cela multiplie les occasions de repérer les dévots, sinon la ferveur eût risqué de nous échapper, comme trop souvent à Rouen.

Le croisement de trois séries d'indices de dévotion que sont les vocations religieuses, les liens avec les jésuites et les fondations charitables, institutionnelles ou non, permet de faire apparaître au sein du milieu parlementaire un noyau de familles dont les noms reviennent à chaque fois ou presque. Les lignées de présidents à mortier sont très présentes : les Langle, les Le Prestre de Chateaugiron, les Robien qui forment une seule et même nébuleuse familiale, les La Bourdonnaye ou encore les Marbeuf qui tendent à quitter le parlement pour d'autres formes de service du roi sans pour autant renoncer à celui de Dieu. Il faut encore signaler les Cornulier et les Farcy de Cuillé. Leur nombre rapporté à celui des familles du mortier est réellement important. En proportion, les conseillers ne sont pas aussi présents. Toutefois, chez eux aussi des lignées se distinguent : les Huart de la Bourbansais, les Bonin de La Villebouquais, les Hay de Bonteville et des Nétumières, les Berthou de Kerverzio, les Ferret du Tymeur notamment, dont le nom revient à plusieurs reprises. Les gens du roi offrent une double particularité, celle d'une famille dévote mais devenue janséniste, les Huchet de La Bédoyère dont l'hostilité à la bulle *Unigenitus* provoque l'éviction du parquet qu'ils tenaient depuis un siècle, celle enfin d'une personnalité originale que ses convictions profondes déistes – et non pas jansénistes – font apparaître comme une sorte de marginal à la fois non conformiste et haut placé, La Chalotais. Son aspiration à une religion dans l'État, conforme aux intérêts de la puissance publique, est fort éloignée des ferveurs rennaises telles que les manifestent nombre de ses contemporains au Palais¹⁵⁴.

153. Voir l'étude de P. BOLOTTE, *Les hôpitaux et l'assistance dans la province de Bourgogne au dernier siècle de l'Ancien Régime*, Dijon, 1968, aussi K. Norberg, *Rich and Poor in Grenoble, 1600-1814*, University of California, 1985.

154. On pourra désormais se reporter à l'étude d'A.-J. LEMAÎTRE, « La Chalotais, procureur général du roi : une biographie intellectuelle », LEMAÎTRE, A.-J., KAMMERER, O. (éd.), *Le Pouvoir réglementaire*, Rennes, 2004, p. 241-255.

On ne peut se limiter aux seuls magistrats. S'il existe bel et bien un milieu dévot à Rennes, c'est aussi grâce à la présence très active des femmes. Leur rôle a été constaté, très tôt, en matière de politique parlementaire. Non seulement, elles peuvent se montrer promptes à influencer leurs maris, mais elles participent aussi directement à l'élaboration de l'opinion publique à Rennes et au-delà. Ce constat peut être étendu à la vie religieuse pour laquelle la marque des mères, tantes, épouses et filles est forte. Une femme de magistrat tenant sa maison, une sœur de parlementaire maîtresse des novices ou supérieure, une fille de juge religieuse enseignante ont chacune le moyen de former les esprits et de les entretenir dans des sentiments de religion. Autour d'elles, on devine parfois la présence de tel ou tel ecclésiastique, de la famille ou non, qui sert de directeur spirituel. S'il est aisé de songer aux jésuites, bien implantés à Rennes, il ne faudrait pas négliger le rôle – à mon sens plus important – de l'esprit salésien relayé par la Visitation. L'existence de deux couvents de visitandines à Rennes, dont celui du Colombier très apprécié des familles parlementaires, a contribué à créer un certain climat spirituel. Les indices ne manquent pas : vocations religieuses, faste des cérémonies de l'octave de la canonisation de la fondatrice en 1768 avec la participation des plus grands noms du parlement, choix de prénoms pour des enfants ou de nom pour des religieuses même hors de la Visitation, présence des œuvres de saint François de Sales dans les bibliothèques. Il faut ajouter également à ce paysage spirituel rennais le souvenir, toujours vivace dans certaines familles, de Louis Marie Grignon de Montfort.

Le dynamisme de ce milieu dévot reste bien perceptible jusqu'aux années 1760-1770 qui voient à la fois l'expulsion des jésuites et la canonisation de sainte Jeanne de Chantal. Si le premier événement est clairement une rupture, le second est la dernière grande fête du Rennes dévot, parlementaire et conventuel. Jusqu'à l'Affaire de Bretagne, il n'est pas exagéré de parler d'un XVIII^e siècle qui s'avance très avant dans le suivant, sans ignorer les nouveautés en matière de dévotion comme le Sacré Coeur. La tourmente politique et judiciaire qui déchire le parquet, puis l'ensemble du parlement, avant d'aspirer dans ses turbulences toutes les élites de la province et sans doute aussi de très larges secteurs de la société rennaise, a signifié la défaite des lignées dévotes en place au Palais depuis l'époque des Pontchartrain sous le règne de Louis XIV¹⁵⁵. Exposées par le pouvoir royal qui les abandonne ensuite, elles doivent bien souvent se retirer tôt ou tard du parlement qui, sous Louis XVI, n'a plus du tout la même composition familiale. Si tous les partisans parlementaires de La Chalotais sont loin de partager les opinions énoncées en 1761-1762 dans les *Compte rendus* sur les jésuites ou en 1763 dans le *Projet d'éducation nationale*, il n'en demeure pas moins que ceux qui tiennent désormais le premier rang au Palais sont bien moins féconds en vocations religieuses et actifs en matière de charité. Mais on ne trouve pas non plus à Rennes – du moins pas de manière

155. Voir CHALINE, O., « Les infortunes de la fidélité : les partisans du pouvoir royal dans les parlements au XVIII^e siècle », *Histoire, économie, société*, 2006-3, p. 335-353.

visible – les métamorphoses du sentiment religieux qui ont pu être mises en évidence pour d'autres cours : glissement vers la philanthropie et un Être suprême quelque peu imprécis même s'il garde les contours du christianisme, intérêt pour des formes ésotériques de croyance etc.¹⁵⁶. La religion de la très grande majorité des parlementaires bretons reste orthodoxe, familiale et traditionnelle. Cela ne signifie pas, pour autant, que le monde des parlementaires dévots se soit perdu sans retour vers la fin du règne de Louis XV. Une figure notoire de la Révolution en Bretagne, l'avocat Lanjuinais, dont on sait le rôle dans l'élaboration de la Constitution civile du clergé, appartient à une famille très pieuse du barreau rennais¹⁵⁷. Il y a, plus encore, d'évidentes continuités entre la dévotion du XVIII^e siècle et les résistances religieuses à la Révolution. La trajectoire de Victoire Conen de Saint-Luc, pieuse fille de conseiller au « bailliage d'Aiguillon » puis de président au parlement Maupeou, nièce d'évêque et future martyre sous la Terreur, le montre éloquemment. Ce n'est pas non plus fortuitement que, sous la Restauration, le curé (ancien réfractaire) de Saint-Germain de Rennes, l'abbé Carron, recueille la mémoire des figures dévotes du siècle écoulé, des « époux charitables » Marot de La Garaye à la Mère Marie de Chantal Hay des Nétumières. La vigueur de la reconstruction post-concordataire eût été unimaginable sans les ferveurs du XVIII^e siècle.

RÉSUMÉ

Pour mettre en évidence l'élite dévote rennaise, il est utile de croiser trois types d'indicateurs qui, pris séparément, ne sauraient être suffisant : les vocations religieuses, masculines et féminines, les liens avec les jésuites et la participation aux fondations charitables. Il apparaît qu'un certain nombre de familles parlementaires, à la fois dévotes et fidèles au roi, dominèrent la société urbaine jusqu'à l'affaire de Bretagne qui marqua la fin de leur rôle politique. Mais ni la victoire de La Chalotais ni la Révolution ne signifiaient la fin de la ferveur religieuse à Rennes.

ABSTRACT

To identify the devout elite in Rennes it can be useful to cross 3 indications which separately are not enough: families whose some members felt call for the Church or the convent, friendship with jesuits and support for charity. A lot of magistrates families, devout and loyal to the king, ruled the urban society till their political collapse after the Brittany affair. But neither La Chalotais's victory nor the Revolution meant the end of religious fervor in Rennes.

156. Voir l'étude de Clarisse COULOMB pour Grenoble, « La vie religieuse... », *op. cit.*, p. 301-321.

157. Fils d'un avocat au Parlement, il a un frère cadet, Denis-Elisabeth, prêtre, jureur sous la Révolution, mais réconcilié avec l'Église lors du concordat. Leurs deux sœurs, Désirée-Eugénie et Denise-Elisabeth, sont entrées, l'une comme l'autre, chez les hospitalières de Saint-Yves. Seule la première fit profession. Elle fut hostile à la Constitution civile du clergé, ce qui lui valut d'être emprisonnée et, une fois libérée, de s'exiler à Caen où elle mourut loin de sa famille. D. Le Corfec, *op. cit.*, p. 91-92.